



Les Indépendants République et Territoires

Groupe politique au Sénat

**Bilan
d'activité**

**2017
2026**



Édition 2026, publiée le 30 juillet



<https://www.independants-senat.fr/>

Sommaire

Éditorial du Président	4
Déclaration politique du Groupe	6
Les Sénateurs	7

Action parlementaire

10 thématiques au cœur de notre engagement :

	Finances publiques	11		Agriculture	27
	Culture, Éducation, Communication, Sport	14		Aménagement du Territoire et Développement durable	31
	Affaires sociales	17		Union européenne	34
	Collectivités et cohésion des territoires	20		Régalien	37
	Affaires économiques	24		Numérique et innovation	42

Propositions de loi et débats mis à l'ordre du jour par notre Groupe	46
---	----

Missions d'information / Commissions d'enquête	60
--	----

Rapports présentés par les Sénateurs	63
--------------------------------------	----

Rencontres et échanges	82
------------------------	----

Anciens sénateurs	86
-------------------	----

Éditorial du Président



Nous entamons la dernière année du quinquennat d'Emmanuel Macron. Depuis la dissolution de l'Assemblée nationale en 2024, nous avons traversé deux années de crise politique inédite, en l'absence de majorité pour gouverner.

Après la chute du gouvernement Barnier, puis celle du gouvernement Bayrou, et depuis le gouvernement Lecornu, nous nous appliquons avec nos partenaires du bloc central, à voter des textes législatifs utiles pour nos concitoyens.

Au Sénat, pôle de stabilité des institutions, les Sénatrices et les Sénateurs du Groupe Les Indépendants continuent d'œuvrer avec sérieux et responsabilité pour l'intérêt des Français, de la Nation et des collectivités que nous représentons.

Au cours de cette session, nous avons consolidé la place du Groupe au sein de la Chambre Haute.

Désormais 4ème groupe politique du Sénat et forts de nos 20 membres, nous faisons vivre les valeurs fondatrices du Groupe et l'esprit constructif qui l'anime. Je tiens à remercier chacune et chacun de nos Sénatrices et Sénateurs pour leur travail, leur engagement et leur amitié.

9 ans après sa fondation, le Groupe Les Indépendants poursuit son action au Sénat afin de renforcer la cohésion nationale et défendre les libertés individuelles. Cette cohésion passe nécessairement par une association étroite entre les collectivités territoriales, les acteurs locaux et l'État, afin de répondre aux attentes de chacun tout en respectant leur diversité.

En faisant confiance aux territoires, nous pouvons améliorer significativement la qualité de vie de nos concitoyens et leur redonner l'envie de s'engager pour la maîtrise de leur destin.

Nous avons également le devoir de protéger nos concitoyens. À cet égard, deux menaces principales pèsent sur notre pays et son avenir.

En premier lieu, celle que nous avons collectivement laissée prospérer sur nos finances publiques. La situation de la France est périlleuse, les plans d'urgence ne suffisent plus : il est devenu indispensable de réduire le déficit avant qu'il ne devienne incontrôlable.

Attachés à la réduction des dépenses publiques, nos Sénateurs entendent réduire les déficits pour limiter la pression fiscale qui pèse sur les Français et les entreprises. L'État doit concentrer ses efforts sur ses missions régaliennes, en particulier la justice et la sécurité de nos concitoyens. La santé est également l'une de nos priorités. La qualité et l'accès aux soins sur tout le territoire, particulièrement dans les « déserts médicaux », est un combat permanent mené par nos Sénateurs.

Éditorial du Président

En second lieu, les dictatures russe et chinoise, à un moment où le soutien de notre allié américain chancelle, représentent une grave inquiétude. Nous ne pouvons pas nous résoudre à laisser gagner Poutine en Ukraine. Une telle victoire serait la défaite de l'Europe. Pour défendre nos concitoyens européens et nos intérêts, nous avons besoin d'une armée efficace et dissuasive, en coopération avec nos partenaires européens et l'OTAN. Il nous faudra également travailler à protéger les élections à venir des ingérences de nos adversaires. Nous ne devons pas laisser notre démocratie être confisquée par les ennemis de la liberté.

Au-delà de veiller à notre sécurité, il nous faut contribuer à donner à notre pays un nouvel élan. Pour cela, le Groupe Les Indépendants soutient une législation ambitieuse, équilibrant innovation et liberté.

Le monde de demain se construit dès à présent avec la jeunesse d'aujourd'hui. Elle doit être mieux formée pour affronter les défis futurs. Un système éducatif de qualité, répondant aux attentes du marché du travail, est primordial. La protection contre le harcèlement scolaire constitue à ce titre une préoccupation majeure du Groupe.

Résolument tourné vers les générations futures, le Groupe inscrit également son action dans la transition écologique et économique des territoires. Il soutient une agriculture respectueuse de l'environnement, permettant aux agriculteurs un niveau de vie décent et une indépendance alimentaire pour notre pays. Cette transition doit être portée par un mix énergétique décarboné et équilibré, associant nucléaire et énergies renouvelables.

À cet égard comme à beaucoup d'autres, l'Union européenne est une priorité pour nos Sénateurs : elle intervient de manière transversale sur

l'ensemble des sujets. Notre Groupe défend la vision d'une France à l'initiative dans une Union européenne renforcée, compétitive, protectrice et solidaire.

Nous sommes par ailleurs convaincus que ce n'est qu'avec nos partenaires européens que nous pourrons préserver notre souveraineté, notamment en matière numérique. Le Groupe prône l'émergence d'outils numériques européens, et milite en faveur de la responsabilité des plateformes quant aux contenus qu'elles diffusent sur les réseaux.

Je suis fier du travail que nous avons accompli et le Groupe Les Indépendants poursuivra son action selon les principes et l'esprit qui l'ont guidé jusqu'à ce jour.

Bonne lecture !



**Sénateur de l'Allier
Président du Groupe**

Déclaration politique du Groupe

3 octobre 2023

La France fait face à de multiples défis : économique, écologique, social, géopolitique et énergétique, et à une crise démocratique car beaucoup de Français doutent de leurs représentants, se détournent des urnes, accélérée en cela par les réseaux sociaux qui aggravent les clivages de notre société.

Les populismes se nourrissent de ces difficultés et ne cherchent pas à les résoudre. Pour affronter les épreuves, nous avons besoin des institutions solides de la Vème République et particulièrement du Sénat, qui incarne la stabilité.

Les Sénateurs du Groupe « Les Indépendants - République et Territoires », se reconnaissent dans une Droite et un Centre libéral, social, européen, écologique, réformiste et travaillent de façon libre et constructive, refusant toute opposition systématique comme tout suivisme. L'indépendance est la caractéristique de ce Groupe, guidé par le souhait de voir la France réussir.

Le Groupe « Les Indépendants - République et Territoires » se veut une force de proposition pour œuvrer en faveur des libertés individuelles et publiques, agir pour la sécurité de nos concitoyens, soutenir l'agriculture et la ruralité, redresser notre économie, supprimer les freins au développement de nos entreprises, moderniser notre modèle social.

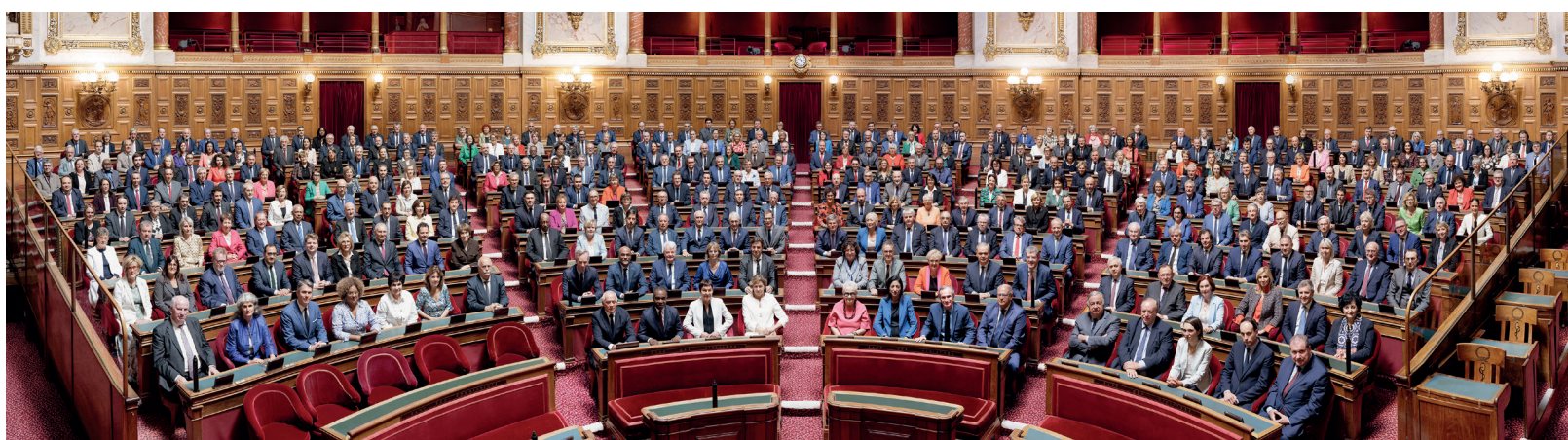
Il souhaite renforcer la souveraineté de la France, favoriser la croissance, réformer et rénover les services publics, assurer la justice, garantir

l'égalité entre les femmes et les hommes, assurer la prise en charge de la dépendance de nos aînés, réformer le système éducatif pour cultiver l'excellence et créer des opportunités de réussite pour tous les jeunes. Le Groupe est attaché à la diversité des territoires, à leur identité, à leur développement économique, social et culturel dans le respect des principes constitutionnels. Loin des oppositions entre territoires, le Groupe soutient la solidarité entre les quartiers, les villes, les départements, les régions. La ruralité, les métropoles, les outre-mer et les Français de l'étranger représentent ensemble un atout majeur pour notre pays.

Composé d'Européens convaincus, le Groupe estime que l'Europe est, et doit demeurer, une chance pour la France. L'Union européenne doit poursuivre son renforcement pour mieux protéger les peuples et répondre plus efficacement aux défis auxquels elle est confrontée : le dérèglement climatique, la révolution numérique, les mouvements migratoires et les évolutions géopolitiques.

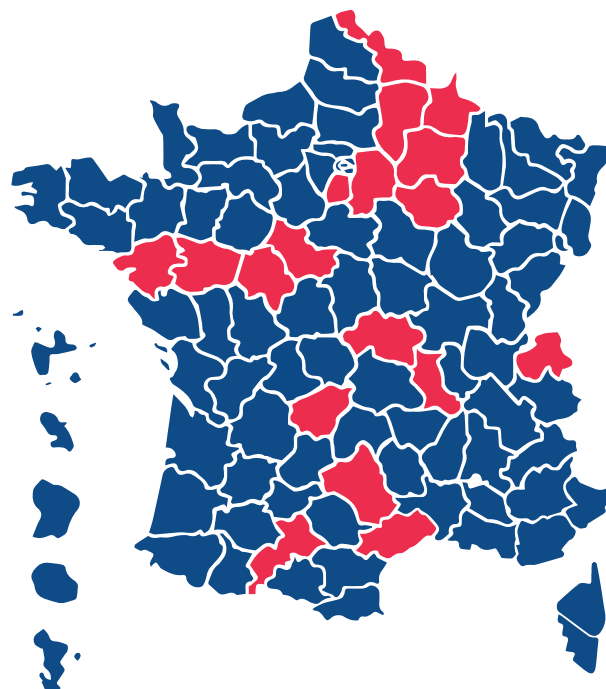
Conscient que la préservation de l'environnement fait partie des intérêts fondamentaux de la nation, le Groupe œuvre à sa protection et à la sauvegarde de la biodiversité. Il soutient la transition énergétique, défend les énergies renouvelables et les énergies bas carbone ainsi que toutes les mesures concourant à l'efficacité énergétique.

Conformément à l'article 27 de la Constitution, les membres du Groupe conservent leur liberté de vote en toutes circonstances.



Nos Sénateurs

*Des Sénateurs
au service de
leurs territoires*



Nos Sénateurs



Claude Malhuret
Sénateur de l'Allier - Président du Groupe

Vice-Président de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées



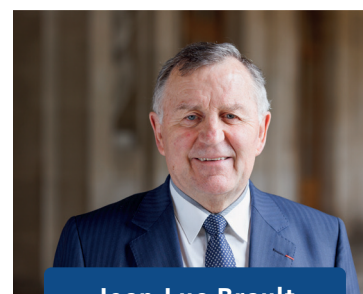
Marie-Pierre Bessin-Guérin

Sénatrice de Loire-Atlantique
Commission des Affaires économiques



Corinne Bourcier

Sénatrice de Maine-et-Loire
Commission des Affaires sociales



Jean-Luc Brault

Sénateur du Loir-et-Cher
*Commission des Affaires économiques
Délégation sénatoriale aux Entreprises*

Nos Sénateurs



Emmanuel Capus

Sénateur de Maine-et-Loire

VP - Commission des Finances
VP - Délégation sénatoriale aux Entreprises



Daniel Chasseing

Sénateur de la Corrèze

VP - Commission des Affaires sociales



Cédric Chevalier

Sénateur de la Marne

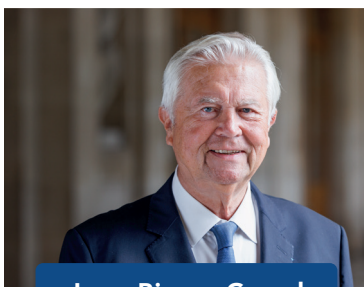
VP - Commission de l'Aménagement du
Territoire et du Développement durable
Délégation sénatoriale aux Collectivités
territoriales et à la Décentralisation



Laure Darcos

Sénatrice de l'Essonne

VP - Commission de la Culture,
de l'Éducation, de la Communication et du Sport
VP - Délégation aux Droits des femmes et à l'Égalité
des chances entre les hommes et les femmes



Jean-Pierre Grand

Sénateur de l'Hérault

Commission des Affaires étrangères,
de la Défense et des Forces armées



Marc Laménie

Sénateur des Ardennes

Secrétaire - Commission des Finances
VP - Délégation aux Droits des femmes et à l'Égalité
des chances entre les hommes et les femmes



Marie-Claude Lermytte

Sénatrice du Nord

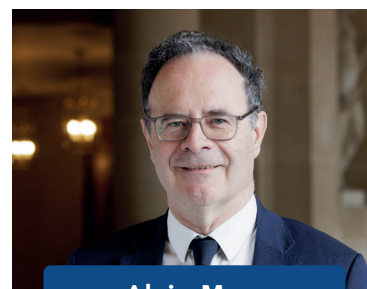
Commission des Affaires sociales
Délégation aux Droits des femmes et à l'Égalité
des chances entre les hommes et les femmes



Vincent Louault

Sénateur d'Indre-et-Loire

VP - Commission des Affaires économiques
Commission des Affaires européennes
Délégation sénatoriale à la Prospective



Alain Marc

Sénateur de l'Aveyron

Vice-président du Sénat
Commission des Lois constitutionnelles,
de législation, du suffrage universel,
du Règlement et d'administration générale

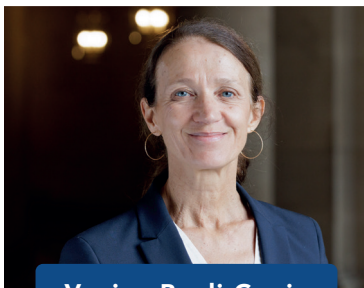
Nos Sénateurs



Pierre Médevielle

Sénateur de la Haute-Garonne

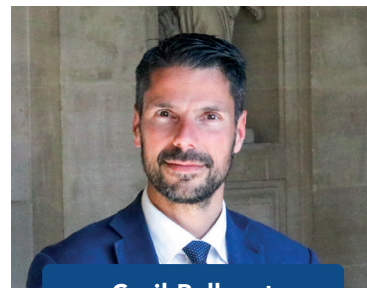
*Commission des Affaires étrangères,
de la Défense et des Forces armées
Office parlementaire d'évaluation
des choix scientifiques et technologiques*



Vanina Paoli-Gagin

Sénateur de l'Aube

*Commission des Finances
VP - Délégation sénatoriale à la Prospective*



Cyril Pellevat

Sénateur de la Haute-Savoie

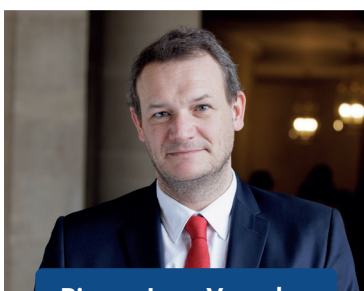
*VP - Commission des Affaires européennes
Secrétaire - Commission de l'aménagement
du Territoire et du Développement durable
Membre de la délégation sénatoriale aux
entreprises*



Pierre-Jean Rochette

Sénateur de la Loire

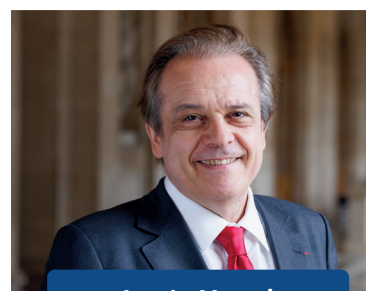
*Commission de l'aménagement du Territoire
et du Développement durable
VP - Délégation sénatoriale aux Collectivités
territoriales et à la Décentralisation*



Pierre-Jean Verzelen

Sénateur de l'Aisne

*Commission de la Culture,
de l'Éducation, de la Communication et du Sport
VP - Délégation sénatoriale aux Outre-mer*



Louis Vogel

Sénateur de la Seine-et-Marne

*VP - Commission des Affaires européennes
Commission des Lois constitutionnelles,
de législation, du suffrage universel,
du Règlement et d'administration générale*



Dany Wattebled

Sénateur du Nord

*VP - Commission des Lois constitutionnelles,
de législation, du suffrage universel,
du Règlement et d'administration générale*



Action parlementaire

Finances publiques



Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025

L'exercice budgétaire pour 2025 s'est achevé sur une nouvelle rassurante : alors que la loi de finances initiale prévoyait un déficit de 5,4 % du PIB, le pilotage budgétaire tout au long de l'année a permis de ramener ce déficit à 5,1 % du PIB (contre 5,8 % en 2024 et 5,4 % en 2023).

Lors de l'examen du projet de loi de finances pour 2026, les Sénateurs de notre Groupe ont rappelé que cette apparente amélioration n'était pas suffisante et, surtout, qu'elle s'était construite par une augmentation des recettes (+ 3,9 %) supérieure à l'augmentation des dépenses (+ 2,5 %).

Cette augmentation des recettes résulte d'une augmentation des impôts pesant sur les ménages et les grandes entreprises, que le Gouvernement s'était engagé à ne pas reconduire et était destinée à rétablir les comptes publics après leur dérapage de

2024. Nos Sénateurs ont constaté que la baisse des dépenses, que la crise budgétaire aurait dû amorcer, n'a pas eu lieu et regretté qu'elles aient même augmenté.

Projet de loi de finances pour 2026

Après les augmentations d'impôts sur les ménages et les entreprises, et les efforts demandés aux collectivités en 2025 pour rétablir les comptes publics, les Sénateurs attendaient que le budget pour 2026 soit un budget d'action.

Lucides sur l'état de nos finances publiques, les Sénateurs du Groupe ont insisté sur la nécessité de réduire progressivement le déficit que notre pays connaît malheureusement depuis 1974. Ils ont ainsi plaidé pour que l'État concentre ses dépenses publiques sur ses missions régaliennes (justice, police, défense et diplomatie), ainsi que sur celles qui préparent l'avenir de nos enfants (école, enseignement supérieur, écologie, etc.).

Fidèles aux valeurs de notre Groupe, ils ont appelé à ce que le Gouvernement respecte sa parole en ne reconduisant pas les impôts « exceptionnels » qui devaient s'achever à la fin de l'année. Ils ont ainsi fait adopter leur amendement visant à supprimer la surtaxe à l'impôt sur les sociétés du texte du Sénat.

De même, ils ont contribué, par leurs amendements, à mettre en œuvre ou



Finances publiques

à poursuivre des dispositifs en faveur de la recherche, des agriculteurs et des actifs qui travaillent, par exemple en prorogeant l'exonération fiscale et sociale sur les pourboires.

Conscients que le dérèglement climatique appelle à prendre des mesures immédiates comme de long terme, les Sénateurs ont défendu les crédits de l'écologie et de France 2030 et permis de baisser la TVA sur les climatisations réversibles les plus performantes.

Enfin, après une année 2025 où les collectivités avaient été mises à contribution dans le cadre du redressement des finances publiques, les Sénateurs ont agi avec fermeté pour protéger nos collectivités des efforts financiers démesurés que le Gouvernement leur demandait. Ils ont notamment permis de protéger l'affectation d'une partie de TVA aux régions, de préserver les critères du fonds de compensation de la TVA remboursée aux collectivités et de diminuer le nombre de baisses de recettes que le Gouvernement entendait mettre à la charge de nos territoires.

Immobilier de l'État

Soucieux de redresser nos comptes publics, les Sénateurs du Groupe savent que leur rétablissement passera en partie par des réformes structurelles et une gestion publique adéquate qui produiront des économies durables.

C'est la raison pour laquelle les Sénateurs ont profité de l'espace réservé du Groupe pour inscrire à l'ordre du jour du Sénat une proposition de loi modernisant la gestion du patrimoine immobilier de l'État, permettant son adoption définitive.

L'État et ses établissements publics occupent un patrimoine immobilier particulièrement large, représentant plus de 96 millions de m², mais leur entretien et leur rénovation sont défaillants et ne permettent pas de financer leurs mises aux normes.

La réforme proposée vise à unifier et à moderniser la gestion des biens immobiliers de l'État en créant une foncière détenue à 100 % par l'État. Cette réforme permettra de rationaliser l'utilisation des bureaux afin de faire des économies et de financer les travaux à engager dans le cadre de la planification écologique, qui sont estimés à un montant compris entre 140 et 150 milliards d'euros d'ici 2050.



Action parlementaire

Culture, Éducation,

Communication, Sport



Culture : renforcer la transmission de notre patrimoine

Favoriser la diffusion des œuvres artistiques et l'accès à la création sur l'ensemble du territoire est une priorité. Il s'agit non seulement de transmettre, mais aussi de renouveler un héritage qui cimente notre cohésion nationale. Le Groupe a souligné l'importance de la dimension décentralisatrice des politiques culturelles.

En accord avec cette ligne, le Groupe a pris part à plusieurs initiatives destinées à soutenir la création, à protéger les droits des auteurs et à adapter notre cadre juridique aux nouveaux défis du secteur culturel. Il a ainsi été à l'initiative d'une proposition de loi relative au contrat d'édition, visant à favoriser les meilleures pratiques entre les acteurs des filières du livre et de l'œuvre musicale. Le Groupe a également soutenu la proposition de loi visant à renforcer l'effectivité des droits voisins des éditeurs et des agences de presse, afin de garantir une juste rémunération de la création à l'ère numérique. Enfin, il a contribué à l'initiative d'une proposition de loi visant à mieux protéger les ayants droit face au développement des technologies d'IA.

Éducation : préparer l'avenir avec des moyens ambitieux

L'école est le pilier de notre pacte républicain. Les enseignants jouent un rôle clé pour

l'avenir de notre société et le Groupe est mobilisé à leurs côtés ainsi qu'à ceux de l'ensemble de la communauté éducative.

Les Sénateurs se sont également engagés en faveur d'un enseignement supérieur exigeant, transparent et garant de la qualité des formations proposées aux étudiants. À ce titre, le Groupe a soutenu le projet de loi relatif à la régulation de l'enseignement supérieur privé, afin de mieux encadrer le développement de ces établissements et d'assurer aux étudiants des garanties renforcées en matière de qualité et d'information.

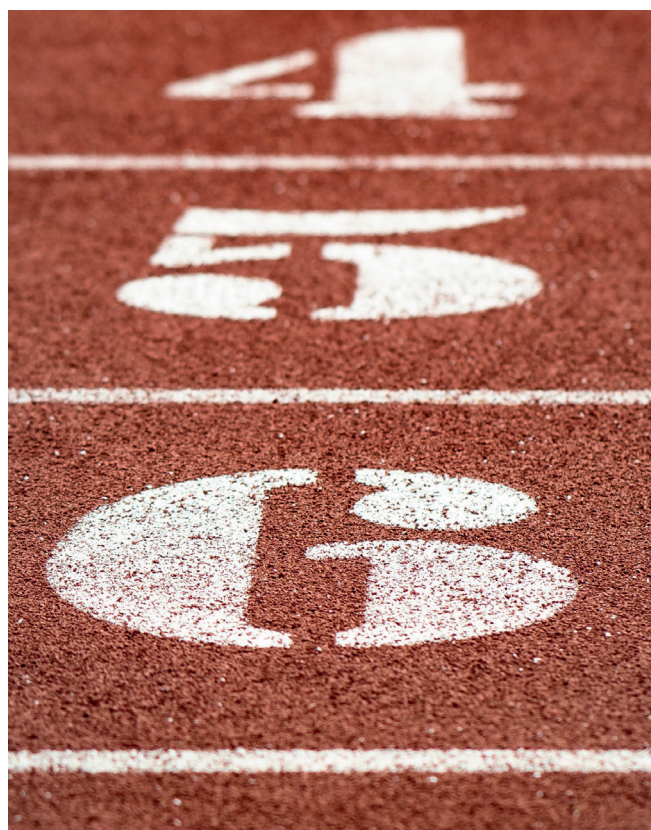
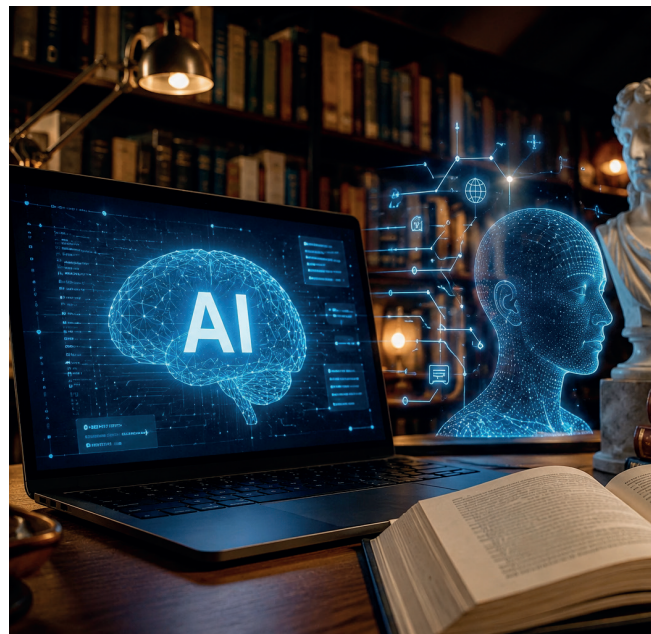
Un système éducatif performant, inclusif et réactif représente à la fois un puissant levier d'émancipation individuelle et de progrès social. L'action du Groupe s'inscrit dans la volonté d'offrir à tous les élèves, quelles que soient leurs origines géographique et sociale, des moyens d'apprentissage modernes et adaptés aux besoins du marché du travail. Dans cette perspective, le Groupe a été à l'initiative d'une proposition de loi portant réforme des critères d'attribution de l'éducation prioritaire, afin de renforcer l'équité des résultats et l'égalité entre les territoires, en adaptant les dispositifs aux réalités sociales et éducatives de chaque bassin de vie.



Sport : un instrument de rayonnement et de cohésion nationale

Le sport a cette faculté de pouvoir rassembler les Français de toutes origines sociales, culturelles et territoriales. Véritable facteur de cohésion sociale et de dynamisme territorial, il constitue également un puissant vecteur de rayonnement pour notre pays. Dans cette perspective, le Groupe a été à l'initiative d'une proposition de loi relative à l'expérimentation d'une gouvernance territoriale unifiée pour le Centre de ressources, d'expertise et de performance sportive (CREPS) de Vichy. Cette initiative vise à renforcer la coordination des acteurs locaux afin de mieux accompagner le développement du sport de haut niveau et de conforter l'ancrage territorial de cet établissement d'excellence.

Après le succès des Jeux olympiques et paralympiques de l'été 2024 à Paris, la France accueillera à nouveau une manifestation sportive d'ampleur en 2030 avec les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver dans les Alpes françaises. À l'occasion de l'examen de la loi relative à l'organisation de ces Jeux, le Groupe a réaffirmé son engagement en faveur d'une organisation exemplaire, conciliant performance, héritage territorial et maîtrise des enjeux environnementaux et budgétaires.





Action parlementaire

Affaires sociales



En matière de santé et de politique sociale, le Groupe poursuit trois objectifs : favoriser l'accès à la santé pour tous les Français, notamment en luttant contre les déserts médicaux et en renforçant la prévention, améliorer l'emploi et protéger les plus vulnérables.

Santé : lutte contre les déserts médicaux et renforcement de la prévention

Notre Groupe a souhaité proposer un texte visant à offrir aux collectivités un outil supplémentaire dans le cadre de la lutte contre les déserts médicaux. Cette proposition de loi a été débattue au Sénat et adoptée à l'Assemblée nationale par voie d'amendement dans la proposition de loi portant amélioration de l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels.

Le Groupe a majoritairement soutenu la mesure d'équilibre visant à conserver la liberté des médecins à choisir leur zone d'exercice, sous réserve que ceux s'installant en zone surdotée interviennent à temps partiel dans les déserts médicaux. Afin de préserver l'attractivité des professions de santé, le Groupe a également voté la réforme de la profession d'infirmier.

Conscient que la maîtrise des dépenses de santé ne pourra passer que par un véritable virage préventif de notre système de protection sociale, le Groupe a soutenu l'instauration d'une stratégie nationale pluriannuelle

de lutte contre les maladies cardio-neuro-vasculaires. Il s'est également investi dans le sujet essentiel de la santé mentale, l'un de nos Sénateurs ayant été rapporteur d'une mission d'information sur la santé mentale depuis la crise de la Covid-19.

Sur la question de l'aide à mourir, le Groupe est resté fidèle à sa ligne concernant les textes de bioéthique, à savoir la liberté de vote des Sénateurs. Depuis plusieurs années, le Groupe plaide pour un renforcement des soins palliatifs et a ainsi voté à l'unanimité pour la proposition de loi visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs.

Emploi : soutien aux projets de loi sur le plein emploi et sur l'emploi des seniors

Notre Groupe a affirmé son engagement en faveur de la valeur travail. Il soutient un meilleur accompagnement des personnes les plus éloignées du travail et un encadrement plus ferme des conditions d'attribution du RSA.





Afin d'assurer l'efficacité de la réforme des retraites, dont il a dénoncé la suspension, notre Groupe a pleinement soutenu le projet de loi transposant les accords nationaux interprofessionnels visant à favoriser l'emploi des seniors. Il s'est également montré favorable à la possibilité de moduler à la baisse la durée d'indemnisation pour les bénéficiaires de l'assurance chômage.

Lors des derniers PLFSS, et dans l'objectif d'assurer la soutenabilité de notre modèle social, le Groupe a défendu une ligne axée sur la valeur travail et la productivité, en proposant notamment d'augmenter la durée annuelle de travail.

Social : la protection des seniors et la prise en charge de la dépendance est un volet important de l'action du Groupe en matière de politique sociale

Nos Sénateurs saluent la création de la cinquième branche de la sécurité sociale, tout en plaidant pour un financement à la hauteur des besoins d'adaptation de notre société au vieillissement. Lors de l'examen de la proposition de loi pour bâtir la société du bien-vieillir, le Groupe a appelé de ses vœux l'examen d'une loi de programmation pluriannuelle sur le Grand-âge.

Pour améliorer de façon effective la prise en charge des personnes âgées dépendantes et les conditions d'exercice des salariés, les

Sénateurs du Groupe sont favorables à une augmentation de la masse salariale du personnel en EHPAD pour atteindre un niveau d'encadrement global de 0,7 à 0,8 soignant par résident, tout en veillant à la maîtrise des dépenses dans le contexte lourdement déficitaire de la sécurité sociale.

Assurer la pérennité de notre système de retraite et de protection sociale

Conscient des réalités démographiques et budgétaires qui pèsent sur la pérennité de notre système de protection sociale et de retraite par répartition, notre Groupe a unanimement soutenu la réforme des retraites portée par le Gouvernement début 2023. Nos Sénateurs ont toutefois souhaité qu'elle puisse être adaptée aux particularités et à la diversité des parcours professionnels et personnels de nos concitoyens, en proposant une meilleure prise en compte de la maternité, des carrières longues, de la pénibilité, des aidants et de l'emploi des seniors.

S'agissant de l'équité des politiques publiques, le Groupe a également appelé à aligner les règles entre les secteurs public et privé concernant le calcul de la pension de retraite et l'indemnisation des arrêts maladie. Soucieux de l'utilisation de la dépense publique, il a également activement soutenu le projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales.



Action parlementaire

Collectivités et

cohésion des territoires



Collectivités et cohésion des territoires

Les Sénateurs du Groupe s'opposent à une trop grande segmentation des prérogatives des collectivités et appellent de leurs vœux un accroissement de la collaboration entre les différents échelons.

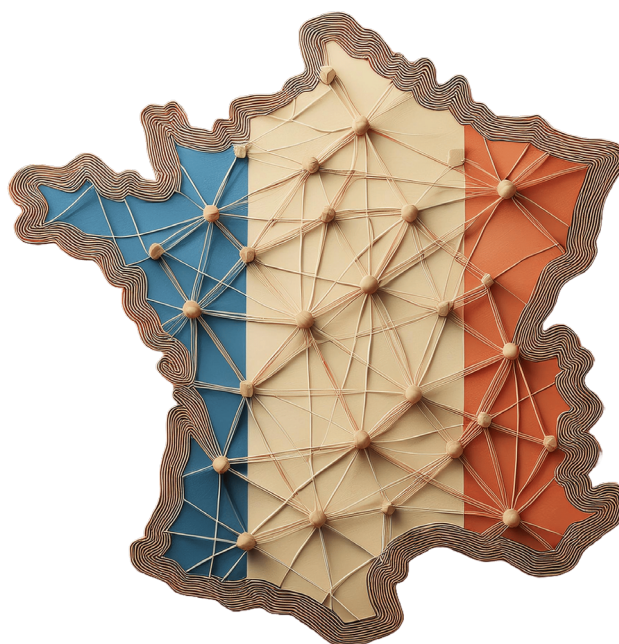
Décentralisation : plus de souplesse pour plus d'efficacité

Il est nécessaire de simplifier l'architecture des pouvoirs locaux et apporter davantage de souplesse dans le partage des compétences. La décentralisation doit être un vecteur de revitalisation et de collaboration des territoires. Elle doit également participer à l'enrichissement de la démocratie locale. Le Groupe a eu l'occasion de souligner la nécessité de traduire la décentralisation par une subsidiarité ascendante autour d'un triptyque simple : compétence, responsabilité et financement.

Une simplification du cadre d'exercice des compétences des collectivités est nécessaire. Le Groupe a déploré la nette inflation législative et normative lors de l'examen de la proposition de loi visant à améliorer la lisibilité du droit applicable aux collectivités territoriales, en soulignant que les élus locaux ont besoin de clarté pour mener à bien leurs missions.

Des finances à la mesure des compétences

Afin de soutenir les petites collectivités territoriales, le Groupe a fait adopter par le Sénat une proposition de loi visant à créer une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales. Ce texte vise à répondre concrètement aux difficultés de certaines petites communes qui n'ont pas accès à l'ingénierie nécessaire pour leurs projets de territoire, par faute de moyens, et leur permet de déroger sous conditions aux 20 % de financement.





Règles électorales

Afin que les populations carcérales ne déstabilisent pas les équilibres électoraux des territoires accueillant des établissements pénitentiaires, les Sénateurs de notre Groupe ont déposé et fait adopter par le Sénat et l'Assemblée nationale une loi visant à supprimer la possibilité offerte aux détenus de voter par correspondance pour les élections locales et législatives. Ils conservent néanmoins la possibilité de voter par procuration.

Attentif aux évolutions de la société, notre Groupe s'est interrogé sur la nécessité de modifier les règles du scrutin municipal dans les communes de moins de 1000 habitants. L'objectif louable paraît cependant éloigné de la réalité dans la mesure où il est déjà difficile dans certains villages de trouver des volontaires, quel que soit leur sexe. Ce motif

a conduit les Sénateurs du Groupe à voter contre cette réforme.

Le Groupe a soutenu l'adoption d'une proposition de loi visant à permettre d'intégrer les frais d'expertise comptable exposés lors d'une campagne électorale au compte de campagne et les rendre éligibles au remboursement forfaitaire de l'État. Cette disposition met fin à une inégalité de traitement s'agissant du remboursement des frais exposés par les candidats à une élection.

Outre-mer

Lors de l'examen des différents textes sur la Nouvelle-Calédonie, le Groupe s'est toujours positionné en faveur de l'élargissement du corps électoral, considérant inacceptable que 20% des Calédoniens soient privés du droit de vote lors des élections au congrès et aux assemblées de province.





Collectivités et cohésion des territoires

Après avoir soutenu le projet de loi d'urgence pour Mayotte suite au passage du cyclone Chido, le Groupe a jugé nécessaire d'adopter une vision de long terme pour le département. Les Sénateurs ont donc unanimement soutenu le projet de loi de programmation de Refondation de Mayotte, visant à assurer son développement économique et celui de ses infrastructures, la lutte contre l'immigration irrégulière et l'habitat indigne. Conscient de la problématique particulièrement préoccupante que représente la vie chère en Outre-mer, le Groupe a soutenu le projet de loi de lutte contre la vie chère et appelle à son inscription rapide à l'Assemblée nationale.

Soucieux d'apporter aux victimes reconnaissance et réparation, le Groupe s'est également positionné en faveur de la reconnaissance de la part de responsabilité de l'État dans le scandale du chlordécone ainsi que de la réparation des préjudices causés par la transplantation des enfants de la Réunion vers l'Hexagone.

Un soutien permanent à nos collectivités territoriales et à nos élus locaux

La crise démocratique et la crise de l'engagement en cours invitent également à repenser le rôle et le statut de l' élu ainsi que les conditions d'exercice du mandat local. Le Groupe a soutenu la proposition de loi visant à créer un statut de l' élu local, en saluant le fait que

le texte propose une vision globale du statut, grâce aux contributions des Sénateurs, en abordant l'avenir, le pendant et l'après mandat.

Le Groupe a engagé le Gouvernement à prendre les décrets d'application de ce texte, afin que les élus engagés dans les territoires puissent bénéficier le plus rapidement possible des mesures qu'il contient.

Le Groupe se mobilise auprès des élus face aux violences et aux intimidations dont ils font l'objet. Les Sénateurs du Groupe ont interpellé à plusieurs reprises le Gouvernement face à la gravité de ces actes et soutiennent tout alourdissement des peines prononcées contre ceux qui s'attaquent aux représentants des pouvoirs publics.





Action parlementaire

Affaires économiques



Affaires économiques

Urbanisme et logement

La proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement a été l'occasion pour les Sénateurs du Groupe d'affirmer la nécessité d'un assouplissement des contraintes qui pèsent sur les collectivités locales et freinent le développement du logement, en crise. Le logement étant l'un des principaux pivots de la transition énergétique, où les enjeux économiques rejoignent les enjeux écologiques, le Groupe a soutenu la lutte contre les passoires énergétiques et encouragé la rénovation des logements, tout en tenant compte des contraintes architecturales et patrimoniales. Notre Groupe soutient également une clarification des relations entre propriétaires et locataires.

Les Sénateurs du Groupe ont soutenu l'adoption de la proposition de loi contre l'occupation illicite des logements. Les squats, trop souvent encouragés par certaines personnalités politiques, portent une atteinte intolérable au droit de propriété de nos concitoyens. Les Sénateurs du Groupe ont voté un renforcement des sanctions pénales pesant sur les squatteurs, afin que les Français ne soient plus privés des fruits de leur travail.

Énergie et climat

Notre Groupe a continué de défendre une position d'équilibre à la fois lors de l'examen du projet de loi Énergie – Climat mais aussi lors de l'examen de la proposition de loi portant programmation nationale et





simplification normative dans le secteur économique de l'énergie. Le Parlement a été réintégré dans sa fonction directrice de la politique énergétique de la France, et les Sénateurs ont plaidé en faveur d'un mix énergétique équilibré entre énergie pilotable et énergie intermittente. Encourageant le développement des énergies renouvelables, les Sénateurs du Groupe ont rappelé que celui-ci devait rester contenu afin de conserver la place indispensable du nucléaire dans le mix énergétique de la France.

Au cours de l'élaboration de la loi relative à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires, le Groupe a largement soutenu la suppression de l'objectif, à l'horizon 2035, de réduction de 50 % de la part du nucléaire dans notre bouquet énergétique. Il a demandé des investissements en direction de la maintenance et de la rénovation du parc nucléaire français ainsi que du développement du nucléaire nouvelle génération.

La question des infrastructures d'hydroélectricité est centrale et doit être prise en compte pour la défense de nos intérêts stratégiques, ce que les Sénateurs ont défendu à plusieurs reprises, particulièrement sur le sujet de l'ouverture à la concurrence des barrages.

Europe et international

Au moment de la ratification du CETA par le Sénat, le Groupe a rappelé les liens précieux de notre pays et de l'Union européenne avec le Canada, les effets positifs de l'accord grâce à un traité sauvegardant les intérêts européens. Les Sénateurs du Groupe ont toutefois réaffirmé leur opposition au traité du MERCOSUR. Si le Groupe soutient la nécessité de diversifier les partenariats et de trouver de nouveaux débouchés, l'accord de libre-échange ne garantit pas en l'état une protection suffisante des Européens.

Lutte contre les fraudes

Notre Groupe soutient de longue date la baisse des dépenses publiques et s'est engagé dans la lutte contre les fraudes aux aides publiques. Notre Groupe a pu renforcer la protection du consommateur en intégrant dans ce cadre, le contenu de sa proposition de loi pour un démarchage téléphonique consenti. Ainsi, aucun Français ne pourra faire l'objet de démarchage téléphonique sans l'avoir expressément accepté auparavant.



Action parlementaire

Agriculture



Agriculture

Lois EGalim

Durant l'examen de la proposition de loi EGalim, le Groupe a rappelé qu'il était absurde d'opposer agriculture et écologie. Les Sénateurs du Groupe ont également appelé à une meilleure valorisation du travail des agriculteurs. Lors de l'étude de la proposition de loi EGalim 2, conscients des lacunes et des limites de la loi précédente, les Sénateurs du Groupe ont encore plaidé en faveur d'une meilleure rémunération des agriculteurs et d'une stabilisation du système agro-alimentaire. Le niveau de vie de nos agriculteurs demeure au cœur des préoccupations du Groupe.

En mars 2023, lors des discussions autour de la proposition de loi EGalim 3, les Sénateurs du Groupe se sont employés à trouver un équilibre. Ils ont soutenu la nécessité d'un ruissellement concernant l'expérimentation du seuil de revente à perte ainsi que l'exclusion des grossistes du système des pénalités logistiques. Conscient de la difficulté à mesurer précisément l'impact du SRP+10 sur la rémunération des producteurs mais qu'une

expérimentation requerrait du temps pour produire des résultats, le Groupe a soutenu la prolongation de l'expérimentation jusqu'en 2028, afin d'apporter stabilité et visibilité aux opérateurs. Le Groupe demeure dans l'attente d'une loi EGalim 4, qui devrait permettre une nouvelle réflexion approfondie sur les mécanismes visant à améliorer le revenu des producteurs, et leur donner plus de poids dans les négociations.

Agriculture et agriculteurs

Les Sénateurs du Groupe ont partagé leur vision de l'agriculture : celle d'une activité essentielle au pays et capable de s'engager à plein pour l'économie et l'environnement, tout en respectant les spécificités territoriales et en plaidant pour une gestion stratégique de l'eau. Travaillant en ce sens, ils ont fait adopter une proposition de loi donnant un cadre juridique à l'agrivoltaïsme, l'agriculture restant l'activité principale. Ce texte a été intégré au sein de la loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables.





Agriculture

Si le Groupe est favorable à la réduction de l'usage des pesticides, il a majoritairement soutenu l'ouverture d'une dérogation concernant l'utilisation de certains néonicotinoïdes, autorisés au niveau européen.

Dans un marché commun, il convient de limiter les surtranspositions afin de préserver la compétitivité de nos filières agricoles. Toutefois, une telle dérogation n'est envisageable que dans un cadre strict, avec une évaluation annuelle et des moyens donnés à la recherche et à l'innovation afin de trouver des alternatives efficaces aux produits phytopharmaceutiques. Ce que les Sénateurs du Groupe ont rappelé lors de l'examen du projet de loi d'urgence pour la protection et la souveraineté agricoles.

Nos Sénateurs restent persuadés de la nécessité d'une grande loi agricole

Une proposition de loi a été portée par le Groupe et adoptée par le Sénat afin d'associer les épargnants à la transmission des exploitations agricoles. Ce texte a été repris au sein du Projet de loi d'orientation pour la souveraineté en matière agricole et le renouvellement des générations en agriculture. Ce texte, dont l'examen a été maintes fois reporté, a finalement été adopté début 2025. Toutefois, si les Sénateurs du Groupe regrettent qu'il ait perdu une partie de son ambition, ils soutiennent pleinement la reconnaissance du caractère d'intérêt géné-

ral majeur de la protection, de la valorisation et du développement de l'agriculture.

Suite aux manifestations qui ont éclaté au début de l'année 2024, et aux nouvelles crises de fin 2025 et début 2026, les Sénateurs ont appelé à des solutions efficaces. Toutefois, si des réponses doivent être apportées face aux urgences, le Groupe a rappelé la nécessité d'une grande loi agricole, qui fixerait un cap stratégique clair et ambitieux pour l'avenir.





Agriculture

La préservation de l'environnement est l'une des priorités majeures du Groupe

Les dernières années ont été marquées par des événements climatiques extrêmes, ainsi que par la guerre en Ukraine, qui ont eu un lourd impact sur notre filière agricole. Le Groupe a eu l'occasion de rappeler le caractère essentiel de l'agriculture française, l'importance de préserver notre souveraineté alimentaire et la nécessité de mieux rémunérer nos agriculteurs.

L'activité agricole est grandement fragilisée par le dérèglement climatique et les événements extrêmes qu'il entraîne. Lors du projet de loi portant réforme des outils de gestion des risques climatiques en agriculture, le Groupe s'est positionné en faveur d'un système assurantiel solide, efficace et réactif. La France doit se doter d'outils de gestion des risques climatiques qui allient mutualisation, attractivité et qui s'adaptent aux diversités de l'agriculture française.





Action parlementaire

Aménagement du Territoire
et Développement durable



Dès sa création, le Groupe a marqué son attachement à la question environnementale en la traitant de manière transversale. Pour les Sénateurs un aménagement du territoire répondant aux attentes des citoyens et respectant l'environnement passe par un dialogue efficace entre l'État et les territoires. Le Groupe défend l'idée d'une écologie libérale de progrès où les solutions résident dans l'innovation et les investissements bien dirigés.



Avec les élus locaux

Les Sénateurs ont ainsi abordé le projet de loi "Climat et Résilience" avec réalisme, afin de permettre une application au sein des territoires. Ainsi, ils se sont engagés fortement au cours de l'élaboration de la loi visant à aider les élus locaux dans la mise en pratique de cet objectif. Dans cette continuité, le Groupe, favorable aux mesures apportant de la souplesse et de la liberté d'action aux élus locaux, a entièrement soutenu la proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux (TRACE). Le Groupe a également voté en faveur de la proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement, qui apporte une réponse pragmatique à l'urgence du logement, et simplifie l'action des collectivités locales.

Compétences eau et assainissement

Le Groupe a de longue date soutenu l'initiative sénatoriale permettant de redonner une liberté pleine et entière en matière de gestion des compétences eau et assainissement aux élus locaux et notamment dans les territoires les plus ruraux. À l'écoute des élus locaux qui demandaient un assouplissement, le Groupe a soutenu un transfert facultatif des compétences, permettant ainsi de rétablir le principe fondamental de libre administration des collectivités territoriales.



Transports

Le Groupe a voté la loi relative à la prévisibilité de l'organisation des services de la navigation aérienne en cas de mouvement social et à l'adéquation entre l'ampleur de la grève et la réduction du trafic. Les Sénateurs du Groupe ont soutenu celle concernant la continuité du service public de transports avec l'exercice du droit de grève, au cours de l'examen de laquelle ils ont rappelé l'importance de la proportionnalité et des équilibres.

Industrie textile

Afin de limiter les coûts environnementaux et économiques ainsi que la perte d'activité pour nos territoires, notre Groupe s'est positionné en faveur de la lutte contre la mode ultra éphémère. Si certaines réponses doivent être apportées au niveau européen, via la directive sur les déchets et la réforme de l'union douanière, les Sénateurs sont toutefois parvenus à intégrer dans la proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile, lors de son examen au Sénat, une taxe sur les petits colis pour limiter leurs importations massives.

Solidarité

La place des élus locaux et la solidarité entre territoires est une des clefs de voûte de la vision du Groupe. Ceci a été rappelé à

plusieurs reprises, notamment lors de la proposition de loi concernant la réforme du régime de catastrophes naturelles.

Énergies renouvelables

Lors de l'élaboration de la loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, le Groupe a inclus sa proposition de loi construisant un cadre juridique pour l'agrivoltaïsme. Les Sénateurs ont soutenu le rôle essentiel des élus locaux et des collectivités territoriales dans le déploiement des EnR. Ils ont attiré l'attention sur le raccordement ainsi que sur la problématique du stockage d'énergie. Ils ont rappelé que les énergies renouvelables et le nucléaire devaient être appréhendés comme des forces complémentaires au sein du bouquet énergétique français.





Action parlementaire

Union européenne



Union européenne

Pour une Europe plus souveraine et plus indépendante

Le Groupe a plusieurs fois alerté sur la nécessité de déployer des politiques pour une Europe plus souveraine et plus compétitive. Il a rappelé son attachement au renforcement de l'industrie de la défense européenne, à un approfondissement de l'Union économique et monétaire, à l'extension du vote à la majorité qualifiée ainsi qu'à une refonte du processus d'adhésion à l'Union européenne.

Permettre l'émergence d'une véritable Europe de la défense

Les bouleversements géopolitiques de ces dernières années nous obligent à changer l'approche de l'UE sur les enjeux relatifs à la défense. Créer les conditions d'une véritable défense européenne, en complément des garanties apportées par l'OTAN est une nécessité. En ce sens, le Groupe a soutenu la proposition de la Commission européenne visant à mobiliser jusqu'à 800 milliards d'euros pour renforcer la défense de l'UE, notamment à travers l'instrument SAFE. Le Groupe restera vigilant à ce que les montants mobilisés bénéficient essentiellement aux industries de défense européennes.

Prioriser la simplification des normes et de la compétitivité de l'UE

En matière économique, le rapport de Mario Draghi sur la compétitivité européenne a dressé un constat alarmant sur la situation économique de l'UE. Alors que l'écart entre les PIB de l'UE et des États-Unis est passé de 17 % à 30 % en l'espace de 20 ans, l'Europe connaît une baisse alarmante de sa production et accuse un retard important en matière d'innovation. Le Groupe soutient les mesures présentées par l'UE pour renforcer la compétitivité de l'Europe, en particulier les paquets Omnibus qui visent à alléger les charges administratives et simplifier les normes qui s'imposent à nos entreprises.





Prioriser une politique commerciale européenne au service de nos intérêts

Le Groupe a réaffirmé son opposition au projet d'accord de libre-échange entre l'Union européenne et les pays du Mercosur. Si l'ouverture des marchés constitue un levier de croissance, elle ne peut se faire au détriment de nos agriculteurs, de nos entreprises et des exigences environnementales et sanitaires qui s'imposent aux producteurs européens. En l'absence de garanties suffisantes en matière de réciprocité des normes et de concurrence loyale, le Groupe a défendu une politique commerciale européenne conciliant protection de nos filières stratégiques et préservation de notre souveraineté alimentaire.

Le Groupe a aussi souligné à plusieurs reprises son attachement à éviter les surtranspositions dans le droit national, dernièrement spécifiquement concernant les néonicotinoïdes dans le secteur agricole.





Action parlementaire

Régalien

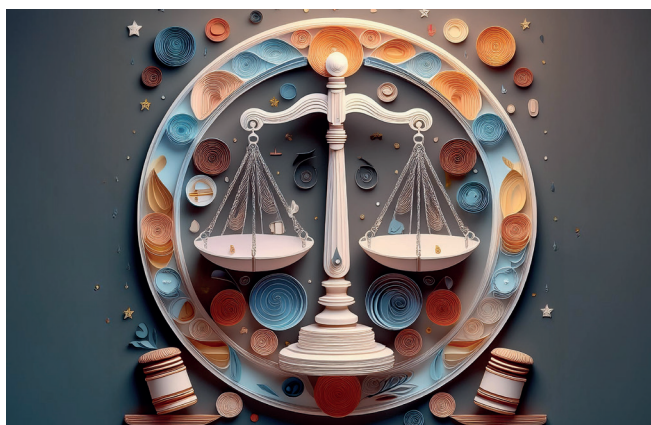


Régalien

Sur les plans national et local, le Groupe a continué de défendre auprès du Gouvernement un État fort dans ses missions régaliennes.

Une justice plus efficace

Les budgets dédiés à la Justice, à la sécurité intérieure et à l'action extérieure sont essentiels pour garantir l'efficacité des mesures prises par l'État. Le Groupe a ainsi voté en faveur de l'augmentation significative du budget de la justice lors de l'examen de la loi d'orientation et programmation du ministère de la justice 2023-2027. 1 500 magistrats supplémentaires seront recrutés afin d'améliorer la rapidité du système judiciaire.



Berceau de nombreux délits, le trafic de stupéfiants représente dans notre pays entre 3 et 6 milliards d'euros annuels. Pour mieux lutter contre ce fléau, les Sénateurs de notre Groupe ont concouru à adapter notre arsenal législatif. Il était essentiel de spécialiser la chaîne pénale chargée de traiter les affaires

de la criminalité organisée. Pour accroître encore l'efficacité de la réponse pénale, notre Groupe a soutenu la création de l'infraction de concours à une organisation criminelle ainsi que l'amélioration du statut de repent.

Pour garantir l'efficacité de la justice, les Sénateurs du Groupe ont chaque fois veillé au respect de la loi de programmation de la justice. Il est urgent de restaurer ce pilier de notre démocratie.

Un ordre public assuré

Pour garantir la sécurité de nos concitoyens et le maintien de l'ordre public, la police et la gendarmerie nationales doivent bénéficier des moyens, matériels et humains, leur permettant de faire face à leurs missions et à leur niveau de sollicitation. Les Sénateurs de notre Groupe ont soutenu les augmentations de budget pour les forces de l'ordre comme ils ont soutenu celles de la Justice.

Conscients de la nécessité de mieux protéger les victimes, les Sénateurs ont soutenu l'adoption de la loi modifiant la définition pénale du viol et des agressions sexuelles. En plaçant clairement l'absence de consentement au cœur de la définition de l'agression sexuelle, le législateur affirme désormais qu'un acte sexuel ne peut être légitime que lorsque le consentement est libre et éclairé, spécifique, préalable et



Régalien



révocable. Aucune relation, y compris conjugale, ne peut justifier qu'un acte sexuel soit imposé, et la société doit se tenir pleinement aux côtés de celles et ceux qui subissent des violences sexuelles.

Les Sénateurs du Groupe ont soutenu l'adoption de nombreuses mesures concrètes pour renforcer la sécurité du quotidien : une meilleure prévention et une répression plus efficace des rassemblements festifs illégaux et la responsabilisation de leurs organisateurs et l'indemnisation des propriétaires comme des collectivités victimes des dégradations ; le durcissement de la lutte contre les rodéos urbains, les rassemblements motorisés illicites et les refus d'obtempérer ; le renforcement des moyens de lutte contre les occupations illicites ; ainsi que la modernisation des outils d'enquête, notamment grâce au recours encadré aux dispositifs de

lecture automatisée des plaques d'immatriculation (LAPI), indispensables à la lutte contre la criminalité organisée.

Sécurité

La rue ne doit jamais l'emporter sur les urnes. Les Sénateurs de notre Groupe ont soutenu l'adoption de la loi renforçant la sécurité des élus locaux et la protection des maires. En punissant plus lourdement les auteurs de violence et en assurant un meilleur niveau de protection aux élus locaux, le Groupe a souhaité souligner l'importance de celles et ceux qui constituent la première ligne de notre démocratie.

Alors que les conditions d'exercice de leur mandat sont de plus en plus difficiles, le Groupe a œuvré à un renforcement des moyens des élus locaux.



Régalien

Il a soutenu l'adoption de la loi portant création d'un statut de l' élu, afin d'offrir une meilleure indemnisation à celles et ceux qui font vivre la démocratie dans nos territoires mais également mieux les protéger.

Le Groupe a également soutenu l'adoption d'un projet de loi tendant à simplifier des normes applicables aux collectivités territoriales. Les élus locaux souffrent d'une inflation normative qu'il est urgent de juguler.

Afin de mieux lutter contre les incivilités du quotidien et de redonner du pouvoir aux maires, les Sénateurs du Groupe ont également voté en faveur des dispositions de plusieurs projets de loi visant à renforcer les prérogatives des polices municipales et gardes champêtres, ou encore visant à mieux lutter contre l'installation illicite des gens du voyage, notamment en renforçant les sanctions.

Des institutions préservées et au service des Français

Les ingérences étrangères contre notre pays sont de plus en plus nombreuses et virulentes. Notre Groupe a soutenu l'adoption de la proposition de loi visant à mieux lutter contre ce phénomène qui établit un registre des personnes étrangères tentant d'influer sur la vie publique de notre pays. Nos services de renseignement auront désormais la possibilité de détecter et d'entraver les ingérences étrangères.

Le Groupe a également porté une proposition de loi visant à instituer la confidentialité des avis des juristes. Il en va de la souveraineté de notre pays et de l'efficacité de notre système juridique. Nous subissons depuis de trop nombreuses années des procédures extraterritoriales asymétriques, qui handicapent nos entreprises à l'international. Le legal privilege est une protection dont bénéficient les entreprises notamment anglo-saxonnes mais dont les sociétés françaises sont dépourvues. Le Sénat a adopté cette proposition de loi visant à donner à nos entreprises les moyens de faire jeu égal avec les autres multinationales étrangères.





Sur le plan international, les Sénateurs du Groupe défendent une France souveraine qui participe à la résolution des conflits dans le respect du droit international

Dans un contexte de tensions particulièrement fortes, le Groupe a soutenu le renforcement indispensable du budget de la défense, tout comme lors de l'adoption de la LPM (Loi de Programmation Militaire). Pour garantir l'indépendance et la souveraineté de notre pays, les forces armées françaises, nucléaires et conventionnelles, doivent disposer de l'ensemble des moyens nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.

Comme chaque année, les Sénateurs du Groupe ont été particulièrement vigilants au strict respect de la LPM. Ils soutiennent pleinement les annonces du président de la République tendant à doubler le budget de la défense d'ici 2027, et non plus 2030, en y consacrant à cette date 64 milliards d'euros. Lors de la dernière actualisation de la LPM avant la prochaine élection présidentielle, le Groupe a soutenu une augmentation de 36 milliards d'euros des crédits de la défense sur la période 2026-2030.

Le Groupe a condamné avec la plus grande fermeté l'invasion de l'Ukraine par la Russie depuis le 24 février 2022. Une résolution portée par le Groupe et « exprimant le soutien du Sénat à l'Ukraine, condamnant la guerre d'agression menée par la Fédération de Russie et appelant au renforcement de

l'aide fournie à l'Ukraine » a été adoptée par le Sénat le 7 février 2023. Dans ce contexte de guerre, et après le Brexit, la France est désormais le principal pilier de la défense européenne : il est essentiel de veiller à l'entretien de nos forces.





Action parlementaire

**Numérique
et innovation**



Numérique et innovation

Dans la continuité de leurs travaux sur l'Intelligence Artificielle (IA) menés dès la création du Groupe en 2017, les Sénateurs n'ont pas cessé de prêter attention au domaine du numérique. Ils ont ainsi encouragé le Gouvernement à soutenir la recherche publique et privée dans cette filière. Ils estiment indispensable que l'Union européenne parvienne à développer ses propres outils : la France a de nombreuses ressources en la matière et devrait jouer un rôle moteur.

En ligne ou hors-ligne, la loi doit être la même

Le numérique est une technologie formidable mais il n'est pas question d'accepter qu'il crée des espaces hors la loi. Les Sénateurs ont soutenu un renforcement des mesures de lutte contre la haine en ligne, en veillant à ce que les géants du numérique soient les acteurs de cette lutte. Les Sénateurs du Groupe ont également voté en faveur de l'adoption du projet de loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique. Ce texte améliorera sensiblement la lutte contre les contenus pédocriminels et terroristes mais également la lutte contre les abus de positions dominantes.

Le Groupe a toujours été attentif au respect du droit par les réseaux sociaux, il l'est d'autant plus lorsqu'il s'agit d'un réseau soumis à un pouvoir autoritaire. Les conclusions de la commission d'enquête sur

TikTok initiée par le Groupe sont très claires : la plateforme chinoise manque à beaucoup de ses obligations et son inféodation à la dictature est inquiétante.

Face à l'intensification des cyberattaques menées contre la France par les puissances étrangères, le Groupe s'est engagé en faveur de la souveraineté numérique européenne, gage d'indépendance, de sécurité et de liberté face à ces adversaires. Il a soutenu la mise en œuvre d'un cadre commun de cybersécurité tout en insistant sur la nécessité de sanctions dissuasives pour protéger nos infrastructures. Pour ce faire, le Groupe a inscrit au Sénat et fait voter une proposition de loi tendant à garantir qu'aucune norme extraterritoriale étrangère ne puisse s'appliquer aux données sensibles dont le traitement ou l'hébergement fait l'objet de marchés publics.

Les Sénateurs du Groupe ont soutenu l'interdiction des réseaux sociaux pour les mineurs de moins de 15 ans, de même que l'extension de l'interdiction de principe du téléphone portable au lycée, sur laquelle le règlement intérieur est libre de revenir.



Nos propositions de loi
et débats inscrits à
l'ordre du jour du Sénat

46

Nos missions d'information
/ Commissions d'enquête

60

Rapports législatifs

63

Rapports d'information

74



Nos propositions de loi et débats inscrits à l'ordre du jour du Sénat

Contrat d'édition

ADOPTÉE

Juin
26

Proposition de loi, portée par Laure Darcos et plusieurs de ses collègues, relative au contrat d'édition, vise à favoriser les meilleures pratiques entre les acteurs des filières du livre et de l'œuvre musicale et porte simplification de l'exception au droit d'auteur pour les personnes en situation de handicap. Le texte prévoit notamment : une meilleure rémunération des auteurs, proportionnelle et progressive en fonction du succès de l'œuvre, l'instauration d'un minimum de droits d'auteur garantis par l'éditeur, une reddition des comptes plus régulière.

Il comporte également des mesures encadrant l'édition musicale et l'accès aux œuvres pour les personnes en situation de handicap. Cette proposition de loi vise à agir concrètement sur le partage de la valeur dans la filière du livre, alors que la situation économique des auteurs s'est considérablement dégradée ces dernières années. En instaurant de nouvelles garanties, le texte entend protéger effectivement et efficacement les auteurs tout en favorisant de meilleures pratiques entre les acteurs de la filière du livre.

ADOPTÉE

Juin
26

Gestion du patrimoine immobilier de l'État

Proposition de loi visant à moderniser la gestion du patrimoine immobilier de l'État. Portée par l'ancien député Thomas Cazenave et plusieurs de ses collègues, elle reprend la proposition de loi visant à rationaliser la gestion de l'immobilier de l'État, déposée en juillet 2025 par la Sénatrice Corinne Bourcier, membre de notre Groupe. Ce texte, cosigné par plusieurs groupes à l'Assemblée nationale, a été adopté par la chambre basse le 28 janvier 2026. Avec pour objectif de faire de l'État un propriétaire au service de l'intérêt général, de la performance publique et de la transition écologique, ce texte a pour ambition la création d'une foncière de l'État chargée d'assurer une gestion durable des biens immobiliers publics. Elle aura notamment pour mission de réduire les surfaces inutilisées, de moderniser les bâtiments publics et d'accélérer leur mise aux normes énergétiques et d'accessibilité et de valoriser, louer ou céder des biens obsolètes ou sous-utilisés.



Nos propositions de loi et débats inscrits à l'ordre du jour du Sénat

ADOPTÉE EN ESPACE TRANSPARTISAN

Avr
26

Présomption d'utilisation des contenus culturels par les fournisseurs d'IA

Portée par Laure Darcos et plusieurs de ses collègues, cette proposition de loi vise à mieux protéger les créateurs et les titulaires de droits face au développement des systèmes d'intelligence artificielle. Afin de rétablir un équilibre entre les ayants droit et les fournisseurs d'IA, elle instaure une présomption d'utilisation des contenus culturels dès lors que des indices rendent cette utilisation vraisemblable, tout en laissant aux fournisseurs la possibilité d'apporter la preuve contraire. Ce texte entend ainsi renforcer l'effectivité de la protection du droit d'auteur et des droits voisins dans le contexte du développement de l'intelligence artificielle.

ADOPTÉE

Dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation

Déc
25

Portée par Pierre-Jean Rochette et plusieurs de ses collègues, cette proposition de loi vise à assouplir et sécuriser juridiquement l'usage des dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation (LAPI). Afin de mieux répondre aux réalités opérationnelles et à l'évolution de la criminalité, elle élargit leurs finalités d'usage, notamment au vol aggravé, au recel et à certaines évasions, tout en adaptant de manière proportionnée la durée de conservation des données.

ADOPTÉE

Déc
25

Sécurisation des marchés publics numériques

Portée par Dany Wattebled et plusieurs de ses collègues, cette proposition de loi vise à faire de la commande publique un levier de souveraineté numérique en sécurisant l'hébergement des données publiques sensibles au sein de l'Union européenne et en écartant les offres soumises à des lois extra-territoriales. Des exemptions et dérogations sont prévues pour certaines collectivités afin de tenir compte de leurs contraintes techniques et financières. Ce texte constitue ainsi un enjeu majeur de souveraineté pour notre pays.



Nos propositions de loi et débats inscrits à l'ordre du jour du Sénat

Exercice des missions des architectes des bâtiments de France

ADOPTÉE

Mars.
25

Cette proposition de loi, présentée par Pierre-Jean Verzelen, émane d'une mission d'information relative au périmètre d'intervention et aux compétences des architectes des Bâtiments de France créée à l'initiative de notre Groupe et dont les conclusions ont été rendues en septembre 2024.

Le texte vise à adapter davantage encore les décisions des architectes des bâtiments de France (ABF) aux réalités locales. Il prévoit de renforcer l'efficacité des dispositifs encadrant les périmètres protégés, de rendre publics les avis des ABF pour plus de transparence et d'encourager le dialogue en cas de litige. Enfin, l'objectif est de reconnaître la réhabilitation des bâtiments anciens comme un enjeu d'intérêt public, afin de mieux concilier préservation du patrimoine et rénovation.

Mars
25

PROMULGUÉE

Droit de vote par correspondance des personnes détenues

Actuellement, les votes des détenus votant par correspondance sont comptabilisés dans la commune chef-lieu du département où se situe l'établissement pénitentiaire.

La proposition de loi présentée par Laure Darcos, Sénatrice de l'Essonne, réforme la partie III de l'article L. 12-1 du Code électoral afin de réserver le vote par correspondance aux scrutins concernant une circonscription unique (par exemple élection présidentielle ou européenne) ou lors d'élections référendaires.

Pour les autres scrutins le vote sera possible par procuration ou dans le cadre d'autorisations de sortie, afin de respecter la représentativité des électeurs et la représentation des territoires.



Nos propositions de loi et débats inscrits à l'ordre du jour du Sénat

Revente de billets pour les manifestations sportives et culturelles

Mars
25

La revente des billets pour les événements culturels et sportifs est aujourd'hui très encadrée par la loi française, mais reste insuffisante pour la protection des consommateurs. La situation actuelle pousse de nombreux acheteurs vers des plateformes non sécurisées, augmentant les risques de fraude et de spéculation à la hausse sur les prix des billets. Ce débat, à l'initiative de Cédric Chevalier, Sénateur de la Marne, a pour but de poser les bases d'une réflexion pour remédier à ce problème.

Nov.
24

ADOPTÉE

Réguler le démarchage téléphonique

Le Sénateur Pierre-Jean Verzelen a déposé une PPL visant à interdire le démarchage téléphonique, sauf si le consommateur y consent explicitement en s'inscrivant sur une liste dédiée. Le texte vise à préserver la tranquillité de nos concitoyens et renforcer le respect de leur vie privée.

Cette mesure répond à une demande forte des Français, confrontés quotidiennement à ces appels intrusifs, et constitue une avancée majeure dans la protection des droits des consommateurs.

Accélérer le redressement des finances publiques

Nov.
24

Présentée par le Sénateur Vanina Paoli-Gagin, cette proposition de loi constitutionnelle vise à renforcer la programmation des finances publiques.

Objectifs : garantir une gestion plus rigoureuse des finances publiques et bénéficier d'une vision à long terme. En donnant primauté à la pluriannualité sur l'annualité en matière budgétaire et en l'inscrivant dans la Constitution, le Gouvernement et le Parlement respecteraient ainsi une trajectoire budgétaire fixe.



Nos propositions de loi et débats inscrits à l'ordre du jour du Sénat

Créer une dérogation à la participation minimale pour la maîtrise d'ouvrage pour les communes rurales

ADOPTÉE

Fev.
24

Déposée par Dany Wattebled et Marie-Claude Lermytte cette proposition de loi a pour objectif d'exonérer certaines communes rurales de la participation financière minimale dans la réalisation de projets essentiels pour ces territoires.

La loi dispose que les collectivités, lorsqu'elles sont maîtres d'ouvrage, doivent participer à hauteur de 20 % du montant total des financements apportés par des personnes publiques.

Toutefois, des dérogations peuvent s'appliquer. Le préfet de département a la charge d'accorder ces dérogations, notamment si la participation minimale est disproportionnée au vu de la capacité financière du maître d'ouvrage. C'est bien souvent le cas pour les communes rurales. Pourtant, les dérogations à cette règle ne sont pas appliquées, mettant à l'arrêt de nombreux projets.

Fev.
24

PROMULGUÉE

Garantir la confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise

Louis Vogel a déposé une proposition de loi afin d'instaurer et encadrer la confidentialité des consultations juridiques des juristes d'entreprise.

Les juristes d'entreprise français doivent mettre en œuvre des obligations de conformité toujours plus nombreuses et donc pouvoir alerter les cadres dirigeants sur les risques juridiques. Ils doivent aussi éviter le risque d'auto-incrimination de leur entreprise.

Cette situation nuit à la compétitivité de nos entreprises et à l'attractivité de la France. La reconnaissance de la confidentialité participe au renforcement de l'intérêt général et du principe de bonne administration de la justice.



Nos propositions de loi et débats inscrits à l'ordre du jour du Sénat

Associer les épargnants dans la transmission des exploitations agricoles

ADOPTÉE

Oct.
23

Le texte déposé par Vanina Paoli-Gagin vise à instaurer et encadrer la maîtrise du foncier agricole en France.

La disparité des prix des terres agricoles entre la France et ses pays voisins facilite l'acquisition des terres françaises par des capitaux étrangers. Cette situation nuit à notre souveraineté alimentaire et économique.

La reconnaissance et la mise en place des Groupements Fonciers Agricoles d'Investissement participent au renforcement de l'intérêt général et du principe de souveraineté nationale.

Mars
23

Renforcer les outils des collectivités pour lutter contre les déserts médicaux

Avec cette proposition, Dany Wattebled souhaite rendre possible la mise à disposition de fonctionnaires territoriaux auprès des cabinets médicaux et des centres de santé situés dans un désert médical comme une solution temporaire pour soutenir les médecins désirant s'installer dans ces territoires.

Après avoir été adopté en Commission des Affaires sociales, sur proposition du Rapporteur Daniel Chasseing, le texte n'a pas été adopté en séance.



Nos propositions de loi et débats inscrits à l'ordre du jour du Sénat

Protéger les locataires vivant dans un logement indécent

Mars
23

Le texte déposé par Jean-Louis Lagourgue a pour objectif d'inciter plus fortement les bailleurs à mettre en conformité leurs logements en consignnant les loyers jusqu'à la réalisation des travaux. Mise en place d'une expérimentation de ce dispositif à La Réunion jusqu'à fin 2026, permettant ainsi une application rapide et un recueil des données utiles au perfectionnement du dispositif.

La proposition de loi n'a pas été adoptée en séance.

Déc.
22

ADOPTÉE

Proposition de résolution :
Pour un soutien plein et entier à l'Ukraine

La proposition de résolution déposée par Claude Malhuret entend condamner la guerre d'agression menée par la Fédération de Russie et appeler au renforcement de l'aide fournie à l'Ukraine. Parce que cette guerre est une violation inacceptable du droit international et des droits de l'Homme, qu'elle est une négation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le Gouvernement français et l'Union européenne doivent prendre toutes mesures en leur pouvoir pour faire cesser la souffrance des Ukrainiens.

Plusieurs Parlements se sont déjà saisis en votant des résolutions allant dans ce sens. Il était important que le Sénat fasse de même.



Nos propositions de loi et débats inscrits à l'ordre du jour du Sénat

Pour le développement de l'agrivoltaïsme

ADOPTÉE

Oct.
22

Auteurs : Jean-Pierre Decool, Pierre-Jean Verzelen, Pierre Médevielle, Daniel Chasseing et Vanina Paoli-Gagin.

Objectif : Organiser de façon réaliste le développement nécessaire de l'agrivoltaïsme, son accompagnement et son encadrement.

Notre Groupe a particulièrement salué la conservation, dans le projet de loi relatif à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, de plusieurs dispositions défendues par nos Sénateurs afin de reprendre la proposition de loi de notre Groupe au sein de ce projet de loi.

Oct.
22

ADOPTÉE

Valoriser certaines des externalités positives de la forêt

Cette proposition de loi déposée par Vanina Paoli-Gagin a pour objectif de rendre possible les dons des personnes physiques et morales aux communes et aux syndicats intercommunaux de gestion forestière dans l'objectif d'une gestion durable de leurs forêts certifiées.

Notre Groupe a salué la conservation dans le projet de loi de finances pour 2023 des amendements proposés par le Sénateur Vanina Paoli-Gagin reprenant les dispositions de sa proposition de loi. Les propositions de notre Groupe en faveur d'une gestion durable des forêts sont donc désormais dans la loi.



Nos propositions de loi et débats inscrits à l'ordre du jour du Sénat

Innovation et pénurie de champions industriels

Oct.
22

À la suite de la publication du rapport du Sénateur Vanina Paoli-Gagin "Transformer l'essai de l'innovation : un impératif pour réindustrialiser la France", fait au nom de la mission d'information lancée par notre Groupe, un débat s'est tenu au Sénat le 6 octobre 2022 pour explorer les réponses à apporter afin de renforcer l'innovation dans notre pays.

Nov.
21

ADOPTÉE

Mettre l'administration au service des usagers

Déposée par Dany Wattebled, cette proposition de loi a pour objectif de donner vigueur et effectivité au principe d'ordre législatif selon lequel le silence gardé par l'administration vaut acceptation (SVA) de la demande formulée par le citoyen et ainsi à limiter les exceptions à ce principe selon lequel le silence vaut acceptation, c'est-à-dire diminuer le nombre de procédures selon lequel le silence vaut rejet.

Présence parentale auprès d'un enfant malade

ADOPTÉE

Nov.
21

Déposée par Jean-Pierre Decool, cette proposition de loi vise à améliorer les conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessite un accompagnement soutenu. Elle propose de modifier le droit en vigueur concernant le nombre maximum de jours de Congé de Présence Parentale (CPP) et d'Allocation Journalière de Présence Parentale (AJPP). Cette proposition a été adoptée dans les mêmes termes qu'à l'Assemblée nationale puis promulguée au Journal Officiel le 16 novembre 2021.



Nos propositions de loi et débats inscrits à l'ordre du jour du Sénat

Lutter contre le harcèlement scolaire

Nov.
21

À la suite de la publication du rapport de Colette Mélot "Harcèlement scolaire et cyberharcèlement : mobilisation générale pour mieux prévenir, détecter et traiter", fait au nom de la mission d'information lancée par notre Groupe, un débat s'est tenu au Sénat le 7 octobre 2021 pour évoquer les recommandations concrètes de la mission d'information pour lutter contre le harcèlement scolaire, et son volet cyber.

Mai
21

Écriture inclusive : langue d'exclusion ou exclusion de la langue

Ce débat à l'initiative de Jean-Pierre Decool vise à aborder la question de l'écriture inclusive, une pratique linguistique controversée qui cherche à féminiser la langue française. En soulignant l'évolution naturelle et historique de la langue, Jean-Pierre Decool a exprimé ses réserves quant à l'impact de l'écriture inclusive sur l'usage quotidien et l'apprentissage de la langue. Il a appelé à une réflexion approfondie sur cette pratique, tout en réaffirmant l'importance des principes républicains de Liberté, Égalité et Fraternité.

Associer Taïwan aux travaux des organisations internationales

ADOPTÉE

Avr.
21

Cette proposition de résolution déposée par Joël Guerriau vise à souligner l'importance de l'inclusion de Taïwan au sein des organisations internationales. La paix et la prospérité de cette région sont importantes pour l'ensemble du monde. Nous devons travailler ensemble à la préserver.



Nos propositions de loi et débats inscrits à l'ordre du jour du Sénat

Favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA)

ADOPTÉE

**Avr.
21**

Déposé par le Président Claude Malhuret, ce texte a été adopté en séance publique au Sénat. Le dispositif de cette proposition de loi permettrait aux allocataires du RSA de cumuler pendant neuf mois le RSA et les revenus d'une activité salariée dans une entreprise du Département participant à l'expérimentation ; le but étant de favoriser le retour à l'emploi durablement et de faire cohabiter le monde économique et social. Notre Groupe se félicite ainsi de l'adoption au Sénat du projet de loi pour le plein emploi qui poursuit ce même objectif.

**Avr.
21**

Orienter l'épargne des Français vers des fonds souverains régionaux

Après le rejet en séance de l'article 1er, Vanina Paoli-Gagin a retiré la proposition de loi de l'ordre du jour du Sénat, considérant le texte comme « vidé de sa substance ». Il avait pour objectif de permettre aux territoires d'investir pour développer et moderniser les infrastructures de leur choix, notamment de stimuler le développement industriel et économique local tout en accélérant la transition écologique. Notre Groupe se félicite ainsi de l'adoption au Sénat du projet de loi relatif à l'industrie verte qui poursuit ce même objectif.

La forêt française face aux défis climatiques, économiques et sociétaux

**Nov.
20**

Notre Groupe avait choisi de mettre en lumière lors de ce débat la détresse de la forêt française confrontée à de multiples crises, et avec elle celle des élus locaux, acteurs de la gestion durable et territorialisée de la stratégie forestière française. Notre Groupe a ensuite poursuivi son travail sur ce sujet avec la proposition de loi du Sénateur Vanina Paoli-Gagin pour une gestion durable des forêts certifiées.



Nos propositions de loi et débats inscrits à l'ordre du jour du Sénat

Les contenus haineux sur Internet, en ligne/hors-ligne, la loi doit être la même

Nov.
20

Le Groupe a souhaité organiser ce débat afin de rappeler son attachement au respect, sur les réseaux sociaux, des lois qui précisent l'exercice de la liberté d'expression, et d'appeler à trouver des solutions qui responsabilisent les acteurs concernés, aussi bien les plateformes que les utilisateurs. Dans le même objectif, le Président Claude Malhuret avait fait adopter un amendement au Sénat visant à rendre responsables les plateformes des contenus qu'elles diffusent sur le projet de loi confortant le respect des principes de la République.

Fév.
20

ADOPTÉE

Simplification et modernisation de la propagande électorale

Déposée par Emmanuel Capus, cette proposition de loi vise à optimiser l'affichage électoral en permettant aux candidats de déclarer s'ils souhaitent bénéficier d'un panneau, réduisant ainsi le gaspillage et les complications logistiques pour les municipalités.

Le foncier agricole : les outils de régulation sont-ils toujours pertinents ?

Fév.
20

Initié par Frank Menonville, ce débat au Sénat vise à évaluer et moderniser les outils de régulation du foncier agricole en France. Ce dernier met en lumière les défis actuels liés à la structuration des exploitations agricoles, la progression des formes sociétaires, et les enjeux de transmission du foncier. Il appelle à une réflexion sur la redéfinition du statut de l'exploitant agricole et à un ajustement législatif pour préserver l'autonomie et la souveraineté agricole et alimentaire du pays, tout en limitant la financiarisation croissante du foncier.



Nos propositions de loi et débats inscrits à l'ordre du jour du Sénat

Réguler l'hyperfréquentation dans les sites patrimoniaux

ADOPTÉE

Nov.
19

Déposée par Claude Malhuret, cette proposition de loi vise à répondre aux défis croissants posés par l'hyperfréquentation touristique en France. Cette initiative propose la création d'une police spéciale permettant aux maires de réguler l'accès et de protéger ces lieux de manière proactive, tout en favorisant une gestion durable et équilibrée des flux touristiques.

Nov.
19

Permettre à tout médaillé militaire ayant fait l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de bénéficier d'une draperie tricolore sur son cercueil

Cette proposition de loi a été examinée par la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées mais a finalement été retirée de l'ordre du jour de la séance publique du 21 novembre 2019 car ses dispositions ont été satisfaites.

Renforcer les synergies entre les conseils municipaux et communautaires

ADOPTÉE

Mai.
19

Déposée par Alain Marc, cette proposition de loi vise à renforcer la coordination entre les conseils municipaux et les conseils communautaires suite aux difficultés apparues après la réforme de 2013 sur la désignation des conseillers communautaires. La proposition introduit notamment la possibilité pour le maire de siéger au conseil communautaire, tout en autorisant le conseil municipal à désigner un autre membre en son absence.



Nos propositions de loi et débats inscrits à l'ordre du jour du Sénat

Le mécénat territorial au service des projets de proximité

Mai.
19

Déc.
18

ADOPTÉE

Obligation de déclaration
d'un préavis de grève des contrôleurs aériens

Emplois non pourvus en France :
quelles réponses ? quelles actions ?

Déc.
18

Juin
18

ADOPTÉE

Accès aux défibrillateurs cardiaques

Utilisation des caméras mobiles
par les autorités de sécurité publique

ADOPTÉE

Juin
18

Oct.
17

Intelligence artificielle,
enjeux économiques et cadres légaux



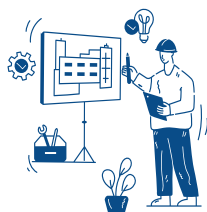
Nos missions d'information / Commissions d'enquête



Poids des prélèvements obligatoires en France : quelles conséquences sur la compétitivité des entreprises, l'investissement et les salaires ? | Rapport d'Emmanuel Capus, Sénateur de Maine-et-Loire, en cours de rédaction, fait au nom de la mission d'information.



Coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de leur effet d'entraînement sur l'économie française | Rapport de Dany Wattebled, Sénateur du Nord, présenté le 8 juillet 2025 : « L'urgence d'agir pour éviter la sortie de route : Piloter la commande publique au service de la souveraineté économique », fait au nom de la Commission d'enquête.



Architectes des bâtiments de France (ABF) : périmètre et compétences | Rapport de Pierre-Jean Verzelen, Sénateur de l'Aisne, présenté le 23 septembre 2024 : « Les architectes des bâtiments de France face aux contraintes économiques et aux défis de la transition énergétique et environnementale de notre patrimoine »



Utilisation du réseau social TikTok, exploitation des données et influence | Rapport de Claude Malhuret, Sénateur de l'Allier, présenté le 6 juillet 2023, « La tactique TikTok : opacité, addiction et ombres chinoises », fait au nom de la Commission d'enquête.



Nos missions d'information / Commissions d'enquête



Excellence de la recherche / innovation, pénurie de champions industriels : cherchez l'erreur française | Rapport de Vanina Paoli-Gagin, Sénateur de l'Aube, présenté le 8 juin 2022, « Transformer l'essai de l'innovation, un impératif pour réindustrialiser la France »



Harcèlement scolaire et cyberharcèlement | Rapport de Colette Mélot, Sénatrice de Seine-et-Marne, présenté le 22 septembre 2021 : « Harcèlement scolaire et cyberharcèlement : mobilisation générale pour mieux prévenir, détecter et traiter »



Fonctionnement et organisation des fédérations sportives | Rapport d'Alain Fouché, Sénateur de la Vienne, présenté le 8 septembre 2020 : « Mutualiser, renouveler et légitimer pour affûter l'esprit d'équipe des fédérations sportives »



Sous-utilisation des fonds européens | Rapport de Colette Mélot, Sénateur de la Seine-et-Marne, présenté le 1^{er} octobre 2019 : « Pour une mobilisation plus ambitieuse des fonds européens au service des territoires »



Nos missions d'information / Commissions d'enquête



Pénurie de médicaments et de vaccins | Rapport de Jean-Pierre Decool, Sénateur du Nord, présenté le 27 septembre 2018 : « Pénuries de médicaments et de vaccins : renforcer l'éthique de santé publique dans la chaîne du médicament »

Rapports Législatifs



Session 2025 - 2026

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord multilatéral entre autorités compétentes portant sur l'échange des informations GloBE

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2025 : Recherche et enseignement supérieur

Fait par Vanina Paoli-Gagin au nom de la Commission des Finances

Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2025 : Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

Fait par Marc Laménie au nom de la Commission des Finances

Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2025 : Travail, emploi et administration des ministères sociaux

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Proposition de loi relative au contrat d'édition, visant à favoriser les meilleures pratiques entre les acteurs des filières du livre et de l'oeuvre musicale et portant simplification de l'exception au droit d'auteur pour les personnes en situation de handicap

Fait par Laure Darcos au nom de la Commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport

Proposition de loi visant à assurer le droit de chaque enfant à disposer d'un avocat dans le cadre d'une mesure d'assistance éducative et de protection de l'enfance

Fait par Dany Wattebled au nom de la Commission des Lois

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République kirghize, d'autre part

Fait par Jean-Pierre Grand au nom de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées

Proposition de loi relative à l'instauration d'une présomption d'exploitation des contenus culturels par les fournisseurs d'intelligence artificielle

Fait par Laure Darcos au nom de la Commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport

Rapports Législatifs



Session 2025 - 2026

Proposition de loi visant à optimiser la protection et l'accompagnement des parents d'enfants atteints de cancers, de maladies graves et de handicaps

Fait par Marie-Claude Lermytte au nom de la Commission des affaires sociales

Proposition de loi visant à lever, dans les territoires d'outre-mer, l'interdiction de recherche, d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures

Fait par Vincent Louault au nom de la Commission des affaires économiques

Proposition de loi relative à la confidentialité des consultations des juristes d'entreprise

Fait par Louis Vogel au nom de la Commission des Lois

Projet de loi approbation de la convention entre le Gouvernement français et le Gouvernement de la République de Finlande et approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement français et le Gouvernement du Royaume de Suède

Fait par Vanina Paoli-Gagin au nom de la Commission des Finances

Sur le projet de loi de finances pour 2026 :

Mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux »

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Mission « Défense : Soutien de la politique de la défense »

Fait par Jean-Pierre Grand au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mission « Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation »

Fait par Marc Laménie au nom de la Commission des Finances

Mission « Recherche et enseignement supérieur »

Fait par Vanina Paoli-Gagin au nom de la Commission des Finances

Mission « Administration pénitentiaire »

Fait par Louis Vogel pour avis au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration générale

Rapports Législatifs



Session 2024 - 2025

Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement ».

Fait par Alain Marc au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration générale

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance par l'Union européenne de la catégorie des entreprises de taille intermédiaire

Fait par Vincent Louault au nom de la Commission des Affaires européennes

Proposition de loi portant diverses mesures visant à adapter le fonctionnement des instances de gouvernance des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole

Fait par Vincent Louault au nom de la Commission des Affaires économiques

Proposition de loi instaurant un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des ultra-riches

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 : Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

Fait par Marc Laménie au nom de la Commission des Finances

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Observatoire du réseau d'antennes d'un kilomètre carré (SKAO) relatif à l'adhésion de la France à l'Observatoire

Fait par Jean-Pierre Grand au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des bâtiments de France

Fait par Pierre-Jean Verzelen au nom de la Commission de la Culture, de l'Éducation, de la Communication et du Sport

Proposition de loi relative au droit de vote par correspondance des personnes détenues

Fait par Louis Vogel au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Rapports Législatifs



Session 2024 - 2025

Proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance

Fait par Louis Vogel au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Proposition de loi visant à interdire la corrida et les combats de coqs en présence de mineurs de moins de seize ans

Fait par Louis Vogel au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Sur le projet de loi de finances pour 2025 :

Mission "Travail et emploi".

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Mission "Travail, emploi et administration des ministères sociaux".

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Mission "Défense : soutien de la politique de défense".

Fait par Jean-Pierre Grand au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mission "Recherche et enseignement supérieur".

Fait par Vanina Paoli-Gagin au nom de la Commission des Finances

Mission "Administration pénitentiaire".

Fait par Louis Vogel au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Rapports Législatifs



Session 2023 - 2024

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant la démarcation et l'entretien de la frontière.

Fait par Jean-Pierre Grand au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Proposition de loi visant à prévenir les ingérences étrangères en France.

Fait par Claude Malhuret au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Proposition de loi visant à faciliter la mise à disposition aux régions du réseau routier national non concédé.

Fait par Alain Marc au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Proposition de loi visant à accroître le financement des entreprises et l'attractivité de la France.

Fait par Louis Vogel au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Sur le projet de loi de finances pour 2024 :

Mission "Travail et emploi".

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Mission "Défense : soutien de la politique de défense".

Fait par Jean-Pierre Grand au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mission "Recherche et enseignement supérieur".

Fait par Vanina Paoli-Gagin au nom de la Commission des Finances

Mission "Administration pénitentiaire".

Fait par Louis Vogel au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Rapports Législatifs



Session 2022 - 2023

Proposition de loi relative aux outils de lutte contre la désertification médicale des collectivités.

Fait par Daniel Chasseing au nom de la Commission des Affaires sociales, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Proposition de loi visant à permettre une gestion différenciée de la compétence "Eau et Assainissement".

Fait par Alain Marc au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Proposition de résolution invitant le Gouvernement à agir au niveau européen et international pour appuyer la relance du processus de paix entamé par l'accord de paix pour l'Irlande du Nord.

Fait par Colette Mélot au nom de la Commission des Affaires européennes

Proposition de loi en faveur du développement de l'agrivoltaïsme.

Fait par Franck Menonville au nom de la Commission des Affaires économiques, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Sur le projet de loi de finances pour 2023 :

Mission "Travail et emploi".

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Mission "Action extérieure de l'État : action de la France en Europe et dans le monde".

Fait par Jean-Pierre Grand au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mission "Défense : soutien de la politique de défense".

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mission "Administration pénitentiaire".

Fait par Alain Marc au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Mission "Recherche et enseignement supérieur".

Fait par Vanina Paoli-Gagin au nom de la Commission des Finances

Rapports Législatifs



Session 2021 - 2022

Projet de loi autorisant l'approbation de la Mesure 1 (2005) annexe VI au Protocole au Traité sur l'Antarctique relatif à la protection de l'environnement, responsabilité découlant de situations critiques pour l'environnement.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord pour la mise en place d'un mécanisme d'échange et de partage de l'information maritime dans l'océan Indien occidental et de l'accord régional sur la coordination des opérations en mer dans l'océan Indien occidental.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Proposition de loi visant à améliorer les conditions de présence parentale auprès d'un enfant dont la pathologie nécessite un accompagnement soutenu.

Fait par Colette Mélot au nom de la Commission des Affaires sociales, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Sur le projet de loi de finances pour 2022 :

Mission "Travail et emploi".

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Mission "Administration pénitentiaire".

Fait par Alain Marc au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Mission "Recherche et enseignement supérieur".

Fait par Vanina Paoli-Gagin au nom de la Commission des Finances

Sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes pour l'année 2021 :

Mission "Travail et emploi".

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Mission "Recherche et enseignement supérieur".

Fait par Vanina Paoli-Gagin au nom de la Commission des Finances

Rapports Législatifs



Session 2020 - 2021

Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA).

Fait par Daniel Chasseing au nom de la Commission des Affaires sociales, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Proposition de loi améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale.

Fait par Alain Marc au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire, puis au nom de la Commission mixte paritaire

Sur le projet de loi de finances pour 2021 :

Mission "Travail et emploi".

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Mission "Défense : soutien de la politique de défense".

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mission "Administration pénitentiaire".

Fait par Alain Marc au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Mission "Recherche et enseignement supérieur".

Fait par Vanina Paoli-Gagin au nom de la Commission des Finances

Sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes pour l'année 2020 :

Mission "Travail et emploi".

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Mission "Recherche et enseignement supérieur".

Fait par Vanina Paoli-Gagin au nom de la Commission des Finances

Rapports Législatifs



Session 2019 - 2020

Proposition de loi portant diverses mesures tendant à réguler "l'hyper-fréquentation" dans les sites naturels et culturels patrimoniaux.

Fait par Jérôme Bignon au nom de la Commission de l'Aménagement du Territoire et du Développement durable, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat global et renforcé entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, et la République d'Arménie.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français.

Fait par Alain Marc au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Sur le projet de loi de finances pour 2020 :

Mission "Travail et emploi".

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Mission "Défense : soutien de la politique de défense".

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mission "Administration pénitentiaire".

Fait par Alain Marc au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Rapports Législatifs



Session 2018 - 2019

Proposition de loi relative à l'obligation de déclaration d'un préavis de grève des contrôleurs aériens.

Fait par Alain Fouché au nom de la Commission de l'Aménagement du Territoire et du Développement durable, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Arménie concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la responsabilisation partielle des hébergeurs.

Fait par Colette Mélot au nom de la Commission des Affaires européennes

Proposition de loi tendant à renforcer les synergies entre les conseils municipaux et les conseils communautaires.

Fait par Dany Wattebled au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Sur le projet de loi de finances pour 2019 :

Mission "Travail et emploi".

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Mission "Défense : soutien de la politique de défense".

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mission "Administration pénitentiaire".

Fait par Alain Marc au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Rapports Législatifs



Session 2017 - 2018

Proposition de loi relative au défibrillateur cardiaque.

Fait par Daniel Chasseing au nom de la Commission des Affaires sociales, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Projet de loi ordonnances relatives à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets et portant réforme des procédures destinées à assurer l'information du public à l'élaboration de décisions ayant une incidence sur l'environnement.

Fait par Alain Fouché au nom de la Commission de l'Aménagement du territoire et du développement durable, puis au nom de la Commission mixte paritaire

Projet de loi autorisant la ratification de la convention n°184 de l'Organisation internationale du travail relative à la sécurité et la santé dans l'agriculture.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique.

Fait par Dany Wattebled au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire, texte déposé par les Sénateurs du Groupe et inscrit à l'ordre du jour du Sénat à la demande de notre Groupe

Sur le projet de loi de finances pour 2018 :

Mission "Travail et emploi".

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Mission "Défense : soutien de la politique de défense".

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Mission "Administration pénitentiaire".

Fait par Alain Marc au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Rapports d'information



Session 2025 - 2026

L'évaluation de la décarbonation du secteur des transports terrestres en application de l'article 73 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités

Fait par Pierre Médevielle au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

Argentine et Chili : dans un contexte de bouleversements politiques, quelles perspectives de coopération avec la France ?

Fait par Pierre Médevielle au nom de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées

La régulation du compte personnel de formation

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Le 28e régime européen de droit des affaires : première étape ou coup d'épée dans l'eau ?

Fait par Louis Vogel au nom de la Commission des affaires européennes

Transports collectifs : pour une billettique levier de solidarité, de simplicité, d'efficacité

Fait par Pierre-Jean Rochette au nom de la Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable

Pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur la prise en compte des territoires dans la politique nationale de l'emploi

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Les propositions de règlement et de directive relatives aux petites entreprises à moyenne capitalisation.

Fait par Vincent Louault au nom de la Commission des affaires européennes

Élus locaux : comment faire face aux surcoûts de la construction publique ?

Fait par Cédric Chevalier au nom de la Délégation aux collectivités territoriales

XX=XY, féminiser les sciences, dynamiser la société

Fait par Laure Darcos au nom de la Délégation aux Droits des femmes

Quelles valeurs en 2050 ? Les valeurs dans le champ économique.

Fait par Vanina Paoli-Gagin au nom de la Délégation sénatoriale à la prospective

Rapports d'information



Session 2024 - 2025

Le Nord de l'Europe : nouveau centre de gravité ?

Fait par Jean-Pierre Grand au nom de la Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées

Création et IA : de la prédation au partage de la valeur

Fait par Laure Darcos au nom de la Commission de la Culture, de l'Éducation, de la Communication et du Sport

Santé mentale et psychiatrie : pas de « grande cause » sans grands moyens

Fait par Daniel Chasseing au nom de la Commission des Affaires sociales

Contractualisation à la performance dans l'enseignement supérieur

Fait par Vanina Paoli-Gagin au nom de la Commission des Finances

Rapports d'information



Session 2023 - 2024

Les architectes des bâtiments de France face aux contraintes économiques et aux défis de la transition énergétique et environnementale de notre patrimoine

Fait par Pierre-Jean Verzelen au nom de la Mission d'information sur les Architectes bâtiments de France

Redonner du souffle aux "30 minutes d'activité physique quotidienne à l'école" pour améliorer la santé des élèves

Fait par Laure Darcos au nom de la Commission de la Culture, de l'Éducation, de la Communication et du Sport

Fonds national de l'emploi - Formation (FNE-Formation)

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des finances

Décarbonation du secteur de l'aéronautique.

Fait par Pierre Médevielle au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques

Femmes et IA : briser les codes.

Fait par Laure Darcos au nom de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

Négociations salariales et smicardisation : faux débat, vrai problème.

Fait par Corinne Bourcier au nom de la Commission des Affaires sociales.

Rapports d'information



Session 2022 - 2023

Les entreprises adaptées : des ambitions prometteuses mais des réformes encore inabouties.

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

L'Égypte, porte d'entrée de la France dans les crises du Moyen-Orient.

Fait par Jean-Pierre Grand au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

La stratégie française pour l'Indopacifique : des ambitions à la réalité.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Transformer les ressources humaines des armées : définir un modèle en cohérence avec nos ambitions stratégiques.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

La tactique TikTok : opacité, addiction et ombres chinoises.

Fait par Claude Malhuret au nom de la Commission d'enquête sur l'utilisation du réseau social TikTok, son exploitation des données et sa stratégie d'influence, lancée à l'initiative de notre Groupe

Vieillir en Martinique : quelle politique pour faire face à l'accroissement des besoins ?

Fait par Colette Mélot au nom de la Commission des Affaires sociales

Bilan du financement de la loi orientation et réussite des étudiants (ORE).

Fait par Vanina Paoli-Gagin au nom de la Commission des Finances

L'exploitation des ressources spatiales : un défi technique, un enjeu stratégique, une opportunité économique.

Fait par Vanina Paoli-Gagin au nom de la Délégation sénatoriale à la Prospective

Rapports d'information



Session 2021 - 2022

Les missions locales : plus que jamais indispensables à l'heure de la Covid-19.

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

L'avenir du corps diplomatique.

Fait par Jean-Pierre Grand au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Soutien de la politique de la défense.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Insécurité à Mayotte : conjurer le sentiment d'abandon des Mahorais.

Fait par Alain Marc au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Femmes et ruralités : en finir avec les zones blanches de l'égalité.

Fait par Pierre Médevielle au nom de la Délégation aux Droits des femmes et à l'Égalité des chances entre les hommes et les femmes

Transformer l'essai de l'innovation, un impératif pour réindustrialiser la France.

Fait par Vanina Paoli-Gagin au nom de la Mission d'information intitulée "Excellence de la recherche / innovation, pénurie de champions industriels : cherchez l'erreur française", à l'initiative du Groupe

Rapports d'information



Session 2020 - 2021

Grand Paris Express : des coûts à maîtriser, un financement à consolider.

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Actualisation de la loi de programmation militaire 2019-2025.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Allégations nutritionnelles et de santé : pour une application effective de la réglementation.

Fait par Pierre Médevielle au nom de la Commission des Affaires européennes

Harcèlement scolaire et cyberharcèlement : mobilisation générale pour mieux prévenir, détecter et traiter.

Fait par Colette Mélot au nom de la Mission d'information sur le harcèlement scolaire et le cyberharcèlement, à l'initiative du Groupe

Optimisation de la gestion de l'immobilier universitaire à l'heure de la nécessaire transition écologique et du déploiement de l'enseignement à distance.

Fait par Vanina Paoli-Gagin au nom de la Commission des Finances

Projet de loi 4D : les attentes des élus locaux en matière d'efficacité de l'action publique.

Fait par Pierre-Jean Verzele au nom de la Délégation aux Collectivités territoriales et à la Décentralisation

Rapports d'information



Session 2019 - 2020

Les collectivités territoriales face au Covid-19.

Fait par Daniel Chasseing au nom de la Délégation aux Collectivités territoriales et à la Décentralisation

Mutualiser, renouveler et légitimer pour affûter l'esprit d'équipe des fédérations sportives.

Fait par Alain Fouché au nom de la Mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives, à l'initiative du Groupe

L'Inde, un partenaire stratégique.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Suivi de l'impact géopolitique de la crise sanitaire pour l'Union européenne.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Violences envers les femmes et les enfants : un confinement sans fin.

Fait par Claude Malhuret et ses collègues au nom de la Délégation aux Droits des femmes et à l'Égalité des chances entre les hommes et les femmes

L'extension des horaires d'ouverture des bibliothèques publiques.

Fait par Colette Mélot au nom de la Commission de la Culture, de l'Éducation et de la Communication

Plan de relance de la Commission des Affaires économiques (Tome III).

Fait par Franck Menonville au nom de la Commission des Affaires économiques

10 premiers jours d'état d'urgence sanitaire : premiers constats.

Fait par Dany Wattebled au nom de la Commission des Lois

Mieux organiser la Nation en temps de crise.

Fait par Dany Wattebled au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Covid-19 : deuxième rapport d'étape sur la mise en œuvre de l'état d'urgence sanitaire.

Fait par Dany Wattebled au nom de la Commission des Lois constitutionnelles, de Législation, du Suffrage universel, du Règlement et d'Administration pénitentiaire

Rapports d'information



Session 2018 - 2019

Les notes scientifiques de l'Office publiées de mars 2018 à mars 2019.

Fait par Jérôme Bignon au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des Choix Scientifiques et Technologiques

L'inspection du travail : un modèle à renforcer.

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Mettre les nouvelles mobilités au service de tous les territoires.

Fait par Alain Fouché au nom de la Délégation sénatoriale à la Prospective

Colombie : une paix fragile.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées



Session 2017 - 2018

Les maisons de l'emploi : renforcer leur gouvernance et pérenniser leur financement pour une politique territoriale de l'emploi vraiment efficace.

Fait par Emmanuel Capus au nom de la Commission des Finances

Faciliter l'exercice des mandats locaux : le régime social.

Fait par Daniel Chasseing au nom de la Délégation aux Collectivités territoriales et à la Décentralisation

Pénuries de médicaments et de vaccins : renforcer l'éthique de santé publique dans la chaîne du médicament.

Fait par Jean-Pierre Decool au nom de la Mission d'information sur la pénurie de médicaments et de vaccins, à l'initiative du Groupe

Dialogue stratégique avec le Conseil de la Fédération de Russie : actes de la réunion conjointe du 5 avril 2018.

Fait par Joël Guerriau au nom de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées

Quelle protection pour les consommateurs européens à l'ère du numérique ?

Fait par Colette Mélot au nom de la Commission des Affaires européennes



Rencontres et échanges

Rencontres et échanges

Arnaud Rousseau, Président de la FNSEA, le 16 juin 2026

Jean-Marc Jancovici, Ingénieur et conférencier spécialiste des questions énergétiques et climatiques, 4 juin 2026

Catherine Vautrin, Ministre des Armées et des Anciens combattants, le 2 juin 2026

Edgar Grospiron, président du Comité d'organisation des Jeux olympiques d'hiver 2030, le 12 mai 2026

Édouard Philippe, Président du parti Horizons, Maire du Havre, le 20 janvier 2026 et le 31 mars 2026

Patrick Martin, Président du MEDEF, le 4 février 2026

Françoise Gatel, ministre de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation, le 27 janvier 2026

Jean-Pierre Farandou, ministre du Travail et des Solidarités, le 18 novembre 2025

Rencontres et échanges

Jean-Noël Barrot, Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, le 23 juin 2025

Édouard Philippe, Président du parti Horizons, Maire du Havre, le 10 juin 2025

Jean-Marc Jancovici, Président de *The Shift Project*, le 4 juin 2025

Martin Ajdari, Président de l'Arcom, le 3 juin 2025

Amélie de Montchalin, Ministre chargée des Comptes publics, le 7 mai 2025.

François Sauvadet, Président de l'Assemblée des Départements de France, le 19 mars 2025

Elisabeth Borne, Ministre de l'Éducation, le 20 février 2025

Édouard Philippe, Président du parti Horizons, Maire du Havre, le 19 février 2025

Valérie Létard, Ministre chargée du Logement, le 14 janvier 2025

Marc Ferracci, Ministre chargé de l'industrie, le 4 décembre 2024

Catherine Vautrin, Ministre du Partenariat avec les territoires et de la Décentralisation, le 3 décembre 2024

Michel Barnier, Premier ministre, le 19 novembre 2024

François Asselin, Président de la CPME, le 26 novembre 2024

Patrick Martin, Président du MEDEF, le 27 novembre 2024

Laurent Saint-Martin, Ministre chargé du Budget et des Comptes publics, le 27 novembre 2024

Nathalie Delattre, Ministre des relations avec le Parlement, le 19 novembre 2024

Alain Di Crescenzo, Président de CCI France, le 13 novembre 2024

Marie-Agnès Poussier-Winsback, Ministre déléguée chargée de l'Économie sociale et solidaire, de l'Intéressement et de la Participation, le 13 novembre 2024

Françoise Gatel, Ministre déléguée chargée de la Ruralité, du Commerce et de l'Artisanat, le 7 novembre 2024

Frédéric Dabi, Directeur général « opinion » de l'IFOP, le 11 juin 2024

Marie Lebec, Ministre déléguée chargée des Relations avec le Parlement, le 4 juin 2024.

Thomas Cazenave, Ministre délégué chargé des Comptes publics, le 14 mai 2024

Marc Fesneau, Ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, avril 2024.

Guillaume Kasbarian, Ministre délégué auprès du Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, chargé du Logement, le 9 avril 2024

Édouard Philippe, Président du parti Horizons, Maire du Havre, le 23 janvier 2024

Elisabeth Borne, Première ministre, le 10 octobre 2023

Rencontres et échanges

Olivier Dussopt, Ministre du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion, le 20 juin 2023

Jean-Noël Barrot, Ministre de la Transition numérique et des Télécommunications, le 16 mai 2023

Bruno Le Maire, Ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, le 7 mai 2023

Roland Lescure, Ministre délégué chargé de l'Industrie, le 3 mai 2023

Jérôme Jaffré, politologue, Directeur du Centre d'Études et de Connaissances sur l'Opinion Publique (CECOP) et **Thomas Gomart**, Directeur de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI), le 3 octobre 2022

Christophe Béchu, Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, le 13 juillet 2022

Alain Griset, Ministre délégué chargé des Petites et des Moyennes entreprises, le 19 octobre 2021

Jacqueline Gourault, Ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités, le 8 juin 2021

Barbara Pompili, Ministre de la Transition énergétique, le 25 mai 2021

Olivia Grégoire, Secrétaire d'État chargée de l'Économie sociale, solidaire et responsable, le 18 mai 2021

Franck Riester, Ministre délégué chargé du Commerce extérieur, le 4 mai 2021

Olivier Dussopt, Ministre délégué chargé des Comptes publics, le 7 novembre 2020

Cédric O, Secrétaire d'État chargé de la Transition numérique, le 19 mai 2020

Nicolas Beytout, journaliste et fondateur de l'Opinion, le 4 décembre 2019

Brune Poirson, Secrétaire d'État chargée de la Biodiversité, le 16 juillet 2019

Olivier Dussopt, Secrétaire d'État chargé des comptes publics, le 11 juin 2019

Agnès Buzyn, Ministre des Solidarités et de la Santé, le 14 mai 2019

Elisabeth Borne, Ministre déléguée chargée des Transports, le 29 janvier 2019

Xavier Bertrand, Président de la Région Hauts-de-France, le 6 juin 2018

Florence Parly, Ministre des Armées, le 15 mai 2018

Gérard Larcher, Président du Sénat, en avril 2018

Jean-Paul Delevoye, Haut-commissaire à la réforme des retraites, avril 2018

Didier Maus, élu local, conseiller d'État et spécialiste du droit constitutionnel, février 2018

Édouard Philippe, Premier Ministre, janvier 2018

Alain Juppé, Maire de Bordeaux, novembre 2017

Anciens Sénateurs



Michel Amiel

Sénateur des Bouches-du-Rhône

*Commission des Affaires sociales
Office parlementaire d'évaluation
des choix scientifiques et technologiques*



Jérôme Bignon

Sénateur de la Somme

*Commission de l'Aménagement du Territoire
et du Développement durable
Office parlementaire d'évaluation
des choix scientifiques et technologiques*



Jean-Pierre Decool

Sénateur du Nord

Commission des Affaires culturelles



Alain Fouché

Sénateur de la Vienne

*Commission de l'Aménagement du Territoire
et du Développement durable
Délégation sénatoriale à la Prospective*



Jean-Louis Lagourgue

Sénateur de La Réunion

*Commission des Affaires étrangères,
de la Défense et des Forces armées
Délégation sénatoriale aux Outre-mer*



Robert Laufoaulu

Sénateur des Îles Wallis et Futuna

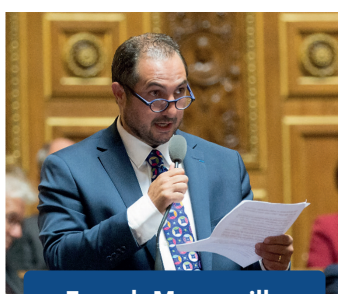
*Commission des Affaires étrangères,
de la Défense et des Forces armées
Délégation sénatoriale aux Outre-mer*



Colette Mélot

Sénatrice de la Seine-et-Marne

Commission des Affaires sociales



Franck Menonville

Sénateur de la Meuse

*VP - Commission des Affaires économiques
Délégation sénatoriale aux entreprises*



Xavier Fournier

Secrétaire général du Groupe
x.fournier@independants.senat.fr

Dominique Lagrange

Cheffe de cabinet du Président Claude Malhuret
c.malhuret@senat.fr



<https://www.independants-senat.fr/>